

RÉGION NORD-PAS DE CALAIS

CONSEIL RÉGIONAL

COMPTE ADMINISTRATIF POUR 2010

PRÉSENTÉ PAR M.DANIEL PERCHERON
PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL

SUR RAPPORT DE M. BERNARD ROMAN
PREMIER VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL
CHARGÉ DES FINANCES, DU PERSONNEL, DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE,
ET DE LA COMMUNICATION

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

SÉANCE PLÉNIÈRE DES 22, 23, 24 JUIN 2011



RÉGION
Nord-Pas de Calais

**COMPTE ADMINISTRATIF
POUR 2010**

**Présenté par M. Daniel PERCHERON
PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL**

**SUR RAPPORT DE M. Bernard ROMAN
PREMIER VICE-PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL
CHARGE DES FINANCES, DE L'ADMINISTRATION GENERALE,
DU PERSONNEL ET DE LA COMMUNICATION**

SEANCE PLENIERE DES 22, 23 et 24 juin 2011

SOMMAIRE GENERAL

TOME 1

	Pages
RAPPORT	7
TITRE 1 – PRESENTATION GENERALE	11
11 – Les autorisations budgétaires réelles	11
12 – La réalisation du budget	12
121 - La présentation générale par section budgétaire	13
121.1 – Les dépenses et recettes de fonctionnement	15
121.2 – L'autofinancement	16
121.3 – Les dépenses et recettes d'investissement	17
121.3 – L'endettement	18
TITRE 2 - L'ANALYSE DETAILLEE PAR POSTE BUDGETAIRE	21
21 - La réalisation des ressources définitives	21
211 - La fiscalité régionale	22
211.1 – La fiscalité directe locale	22
211.2 – La fiscalité indirecte	23
211.21 – La taxe sur les permis de conduire	23
211.22 – La taxe sur les droits de mutation	23
211.23 – La taxe sur les cartes grises	24
211.24 – La Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)	24
211.25 – La compensation de la Taxe Professionnelle	25

212 - Les concours de l'Etat	26
212.1 – La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).....	26
212.11 – La part forfaitaire de la DGF	26
212.12 – La part péréquation de la DGF.....	27
212.2 – La Dotation Générale de Décentralisation.....	28
212.21 – La Dotation Générale de Décentralisation résiduelle	28
212.22 – La Dotation Générale de Décentralisation des Ports	28
212.3 – Les dotations relatives à la formation professionnelle et à l'apprentissage	28
212.31 – La Dotation Générale relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage	29
212.32 – La contribution au développement de l'apprentissage	29
212.33 – Le fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage.....	29
212.4 – Les compensations liées aux taxes directes locales non intégrées dans la DGF.....	30
212.5 – Les autres concours de l'Etat.....	30
213 - Les autres recettes.....	31
213.1 – Les fonds européens	31
213.2 – Les autres recettes principales	32
213.3 – Le Prélèvement Régional sur l'Hébergement à la charge des Familles (PREHF)	33

22 - L'exécution des dépenses	34
221 - La dette et les autres opérations financières	35
221.1 – La dette	35
221.2 – Les autres charges financières	36
222 – Dépenses d'administration générale et autres	37
222.1 – L'administration générale hors siège de Région	37
222.2 – Le siège de Région	38
222.3 – Le Plafonnement à la Valeur Ajoutée	39
223 - Les politiques régionales	39
223.1 – L'affectation de crédits	39
223.2 – Les mandatements	40
223.3 – Les domaines d'intervention	40
TITRE 3 - LA GESTION DES EMPRUNTS ET DE LA TRESORERIE	43
31 - La gestion de la dette	43
311 – Encours de dette	43
312 – La gestion active de la dette	44
32 – La gestion de la trésorerie	45
321 – Les lignes de crédit de trésorerie	45
322 – Les contrats revolving	46

TITRE 4 – LE RESULTAT DE CLOTURE	49
TITRE 5 – LES RESTES A REALISER	50
51 – Les restes à réaliser en dépenses	50
52 – Les restes à réaliser en recettes	50
TITRE 6 – LES MOUVEMENTS D’ORDRE.....	51
LEXIQUE	69
DONNEES SYNTHETIQUES SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA REGION (RATIOS).....	75
BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE	91

TOME 2

DOCUMENT COMPTABLE (1^{ère} partie)

TOME 3

DOCUMENT COMPTABLE (2^{ème} partie)

COMPTE ADMINISTRATIF POUR 2010

RAPPORT DE PRESENTATION

Le présent *Compte Administratif* a pour vocation d'arrêter les comptes de l'exercice 2010. Il permet de comparer, en dépenses comme en recettes, les prévisions budgétaires votées à l'issue du budget supplémentaire 2010, tant en dépenses (mandatements) qu'en recettes (émissions de titres).

C'est à ce niveau que peut s'apprécier la situation financière de la Collectivité, le Compte Administratif permettant de mesurer les flux de dépenses et de recettes, de suivre l'évolution des principales rubriques des comptes d'investissement et de fonctionnement et enfin de dégager certains éléments significatifs tels que l'autofinancement, l'endettement, l'effort fiscal, le taux d'équipement, etc...

Les tableaux comptables retracent les dépenses et les recettes par chapitre, par article ainsi que par nature. Ils sont en conformité avec les écritures tenues par le Payeur Régional telles qu'elles apparaissent dans son compte de gestion.

Ces tableaux comptables accompagnés d'annexes sont précédés :

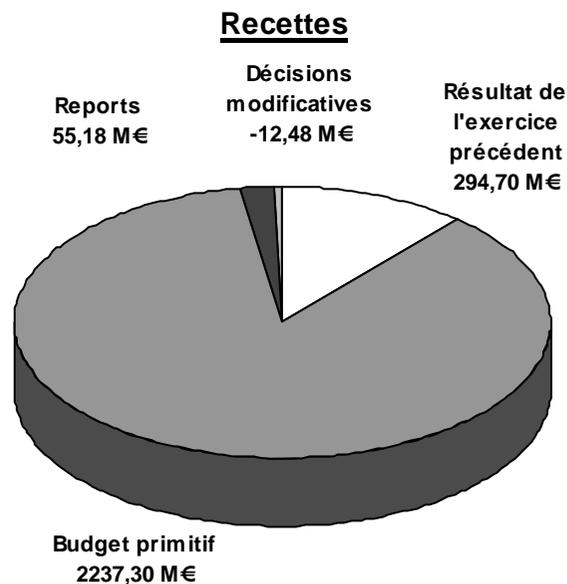
- d'un rapport d'analyse des comptes de l'exercice 2010,
- d'un lexique apportant la définition des principaux termes budgétaires et financiers contenus dans ce rapport,
- d'une série de ratios permettant l'analyse rétrospective de l'exécution du budget régional,
- d'un bilan de la gestion pluriannuelle prévu par l'instruction budgétaire et comptable M71,

TITRE 1 – PRESENTATION GENERALE

11 - LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES REELLES

Les deux décisions qui composent le cycle budgétaire 2010 (budget primitif, budget supplémentaire) portent le niveau des autorisations budgétaires réelles de dépenses et de recettes à **2 574,69 M€** (millions d'euros) contre 2 605,81 M€ en 2009.

**Les autorisations budgétaires totales réelles en 2010
2 574,69 M€**



12 - LA REALISATION DU BUDGET

En mouvements réels, **1886,6 M€** ont été mandatés et **2179,5 M€** ont fait l'objet d'émissions de titres de recettes dont 290 M€ au titre de la couverture du besoin de financement constaté à la clôture de l'exercice 2010.

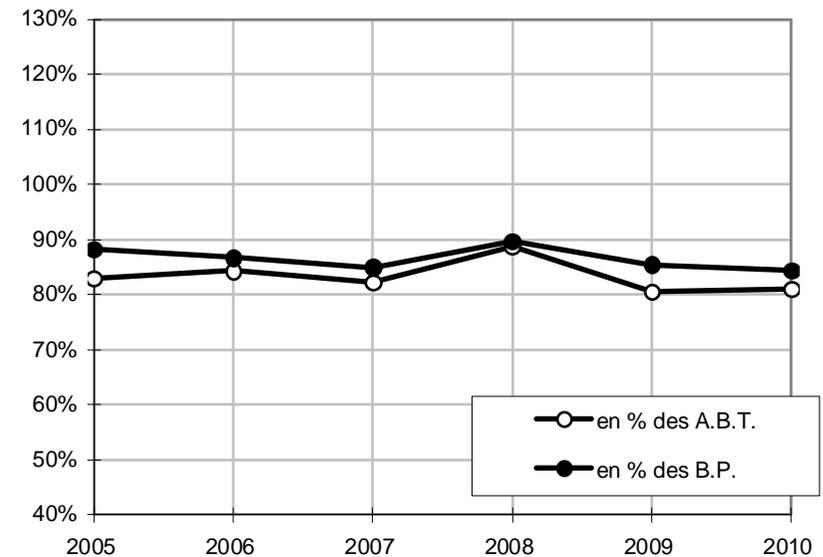
Le taux d'exécution des dépenses s'établit à **81,0 %** des autorisations budgétaires totales (hors reprise des résultats antérieurs) contre 80,6 % l'année précédente. Celui des recettes à **95,6 %** contre 85,84 % en 2009.

Evolution de l'exécution budgétaire en dépenses de 2005 à 2010

	Crédits consommés	en % des A.B.T.	en % des B.P.
2005	1474 M€	82,9% de 1778 M€	88,2% de 1672 M€
2006	1609 M€	84,3% de 1909 M€	86,7% de 1856 M€
2007	1742 M€	82,2% de 2118 M€	84,9% de 2052 M€
2008	1913 M€	88,7% de 2156 M€	89,7% de 2134 M€
2009	1847 M€	80,6% de 2293 M€	85,5% de 2161 M€
2010	1887 M€	81,0% de 2328 M€	84,3% de 2237 M€

A.B.T. : Autorisations budgétaires totales (hors solde de clôture)

B.P. : Budgets primitifs



121 - LA PRESENTATION GENERALE PAR SECTION BUDGETAIRE

Le tableau ci-dessous permet une présentation synthétique des comptes de la Région pour les années 2005 à 2010. Il constitue un regroupement des principales données ayant servi au calcul des ratios publiés en annexe au présent rapport.

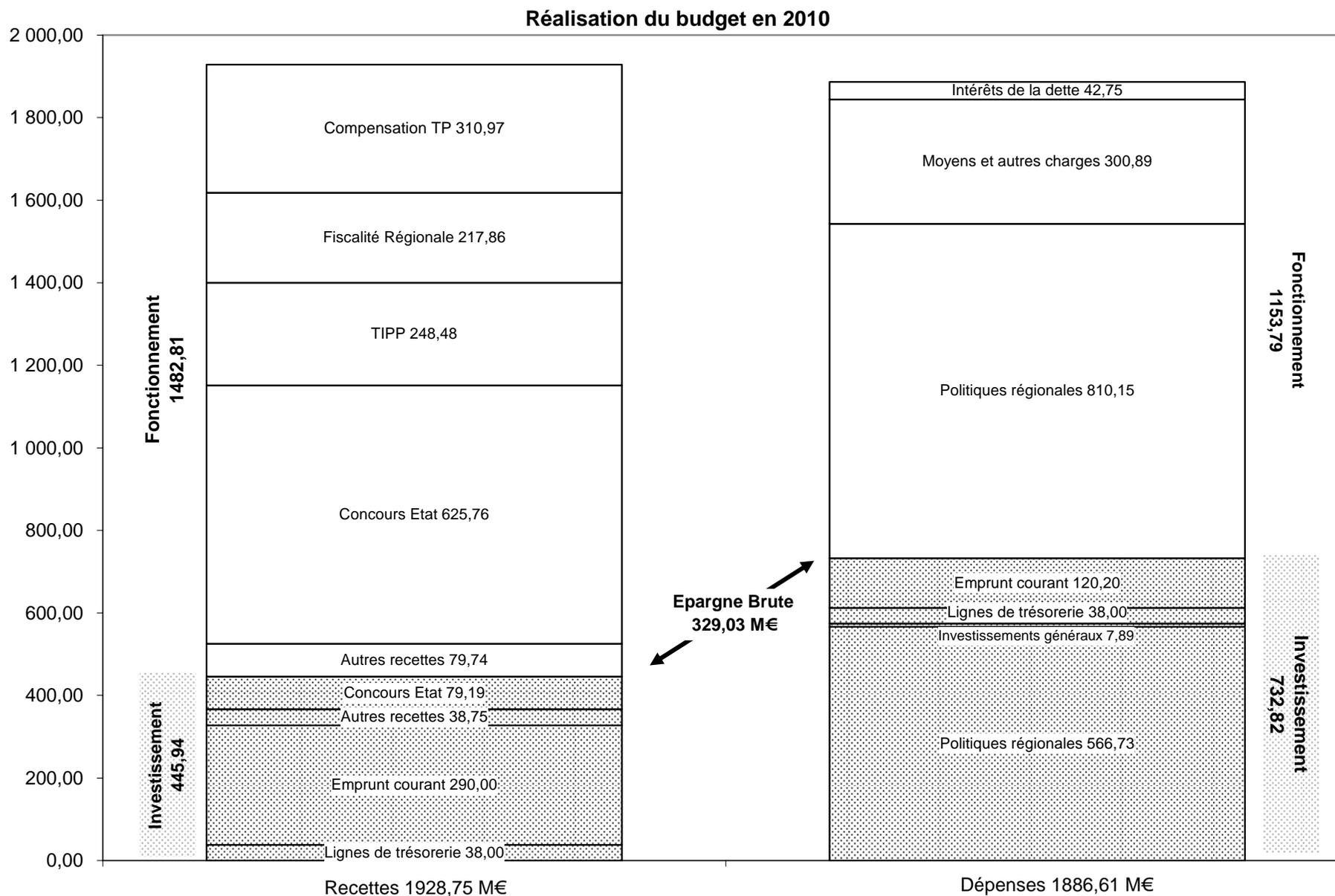
SYNTHESE GENERALE DES COMPTES

(en Euros)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Mesure de la capacité d'épargne						
Recettes réelles de fonctionnement	1 086 920 068,49	1 139 676 254,52	1 337 926 948,51	1 418 117 134,77	1 459 406 257,13	1 482 813 293,08
-Dépenses réelles de fonctionnement	758 452 338,45	817 911 056,88	1 024 089 938,60	1 073 333 204,28	1 138 808 839,12	1 153 786 452,12
=Epargne brute	328 467 730,04	321 765 197,64	313 837 009,91	344 783 930,49	320 597 418,01	329 026 840,96
-Amortissement de la dette(1)	132 709 975,14	156 154 856,23	118 987 122,30	173 442 456,42	123 378 827,38	120 133 009,70
<i>(p. mémoire, opérations neutres de gestion de la dette)</i>	<i>167 898 123,52</i>	<i>200 013 396,37</i>	<i>111 681 023,98</i>	<i>144 684 102,51</i>	<i>0,00</i>	<i>38 000 000,00</i>
=Epargne nette	195 757 754,90	165 610 341,41	194 849 887,61	171 341 474,07	197 218 590,63	208 893 831,26
Mesure du financement des investissements						
Dépenses réelles d'investissement (hors dette)	415 167 492,23	434 446 656,48	487 584 134,56	521 796 207,52	584 865 596,20	574 689 784,62
-Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)	101 217 098,99	78 108 885,23	97 907 548,20	101 404 783,72	134 879 714,15	117 939 461,19
=Besoin de financement de l'investissement	313 950 393,24	356 337 771,25	389 676 586,36	420 391 423,80	449 985 882,05	456 750 323,43
Financement de l'investissement						
Epargne nette	195 757 754,90	165 610 341,41	194 849 887,61	171 341 474,07	197 218 590,63	208 893 831,26
-Besoin de financement de l'investissement	313 950 393,24	356 337 771,25	389 676 586,36	420 391 423,80	449 985 882,05	456 750 323,43
+Emprunt	170 426 027,00	201 201 068,85	204 865 000,00	213 924 075,19	248 369 452,96	290 000 000,00
<i>(p. mémoire, opérations neutres de gestion de la dette)</i>	<i>167 898 123,52</i>	<i>200 013 396,37</i>	<i>111 681 023,98</i>	<i>144 684 102,51</i>	<i>0,00</i>	<i>38 000 000,00</i>
=Résultat propre de l'exercice	52 233 388,66	10 473 639,01	10 038 301,25	-35 125 874,54	-4 397 838,46	42 143 507,83
Mesure de la variation du fonds de roulement						
Résultat antérieur	20 183 418,60	72 416 807,26	82 890 446,27	87 804 992,38	52 679 117,84	48 281 279,38
+Résultat propre de l'exercice	52 233 388,66	10 473 639,01	10 038 301,25	-35 125 874,54	-4 397 838,46	42 143 507,83
=Résultat cumulé	72 416 807,26	82 890 446,27	92 928 747,52	52 679 117,84	48 281 279,38	90 424 787,21
-Restes à réaliser - Dépenses	48 248 424,63	55 689 347,80	49 164 055,54	18 953 848,72	73 796 508,77	77 654 089,38
+Restes à réaliser - Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	55 181 029,63	57 662 662,06
Retraitement du résultat suite à la modification de la comptabilisation des ICNE			-5 123 755,14			
=Résultat cumulé après prise en compte des restes à réaliser	24 168 382,63	27 201 098,47	38 640 936,84	33 725 269,12	29 665 800,24	70 433 359,89

(1) Hors METP et ICADE pour les exercices 2004 à 2007

Le schéma suivant propre à l'exercice 2010 permet, en dépenses et en recettes, de dégager les principaux postes budgétaires (dans le cadre d'un vote par fonction) et leur poids dans le budget régional selon la répartition investissement-fonctionnement.



PRECISION

L'analyse qui suit a été menée en excluant :

- la reprise des résultats de l'exercice antérieur
- les mouvements neutres (c'est à dire équilibrés en dépenses et en recettes) liés aux opérations de gestion active de la dette qui perturbent l'analyse des montants et des évolutions. Sont compris sous le terme de mouvements neutres liés aux opérations de gestion active de la dette :
 - d'une part, les remboursements anticipés de dette refinancés par emprunt (nature 166), sans objet en 2010.
 - d'autre part, les mouvements de dette correspondant à l'utilisation des produits de gestion de dette (nature 16449): crédit long terme renouvelable (CLTR), ouverture de crédit à long terme (OCLT), pour un montant de **38 M€** équilibré en dépenses et en recettes.

121.1 – Les dépenses et recettes de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à **1153,79 M€** contre 1138,81 M€ en 2009, soit un taux de réalisation par rapport au Budget Primitif de 92,36 %.

Quant aux recettes réelles de fonctionnement, elles s'élèvent à **1482,81 M€** contre 1 459,41 M€ pour l'exercice précédent (taux d'exécution : 101,88 %).

La structure des **dépenses** de fonctionnement comporte :

- pour **70,22 % (soit 810.15 M€)** les interventions menées dans le cadre des politiques régionales contre 69,93 % en 2009,
- pour **26,08 % (soit 300,89 M€)** les moyens de l'Institution Régionale (rémunération des TOS comprise) et autres charges contre 25,90 % en 2009 incluant en 2009 les 22 M€ de Plafonnement à la valeur ajoutée (Cf fiscalité régionale),
- et pour **3,71 % (soit 42,75 M€)** la charge de dette en intérêts contre 4,17 % en 2009.

S'agissant des **recettes** de fonctionnement (1482,81 M€), elles sont composées comme suit :

- pour **42,20 % (soit 625,76 M€)** des concours de l'Etat (Dotations de Décentralisation, DGF, Compensations fiscales) contre 43,23 % en 2009,
- pour **16,76 % (soit 248,48 M€)** de la part de la TIPP reversée à la Région contre 16,95 % en 2009,
- pour **14,69 % (soit 217,86 M€)** de la fiscalité régionale contre 33,38 % en 2009,
- pour **20,97 % (soit 310,97 M€)** de la compensation de la Taxe Professionnelle contre 0 % en 2009,
- et pour **5,38 % (soit 79,74 M€)** des autres recettes, dont les Fonds Européens, contre 4,44 % en 2009.

121.2 – L'autofinancement

L'**épargne brute** dégagée par différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement constitue un lien essentiel entre les deux sections du Budget. Egalement appelée capacité brute d'autofinancement, elle permet de mesurer la faculté de la collectivité à dégager des ressources pérennes pour assurer le service de sa dette et faire face à ses politiques d'investissement.

Au 31 décembre 2010, l'épargne brute s'établit à **329,03 M€** (contre 320,60 M€ en 2009) . L'*épargne nette comptable* qui se dégage après amortissement annuel des emprunts (remboursement du capital hors METP et ICADE) s'établit quant à elle à **208,89 M€** (contre 197,22 M€ l'exercice précédent).

Le taux d'épargne qui rapporte l'épargne aux recettes réelles de fonctionnement s'établit à hauteur de **22,19 %** pour l'épargne brute contre 21,97 % en 2009 et de **14,09 %** pour l'épargne nette comptable contre 13,51 % en 2009.

121.3 – Les dépenses et recettes d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à **694,82 M€** contre 708,24 M€ en 2009.

Les recettes définitives d'investissement passent à **117,94 M€** contre 134,88 M€ pour l'exercice précédent.

Le recours à l'emprunt a été de **290 M €** Pour mémoire en 2009, il était de 248,37 M€

La structure des dépenses d'investissement comporte :

- pour **81,56 % (soit 566,73 M€)** les dépenses liées à l'exécution des politiques régionales contre 80,70 % en 2009,
- pour **17,30 % (soit 120,20 M€)** la dette et les autres opérations financières contre 17.65 % en 2009,
- pour **1,14 % (soit 7,89 M€)** les dépenses d'équipement générales y compris les dépenses relatives au siège de région (contre 1,65 % en 2009)

Quant aux recettes définitives d'investissement, elles sont composées :

- pour **67,14 % (soit 79,19 M€)** des concours de l'Etat (FCTVA – DRESS) contre 79,82 % en 2009,
- pour **32,86 % (soit 38,75 M€)** des recettes diverses (Europe – Autres partenaires - ...) contre 20,18 % en 2009,

N.B. les concours de l'Etat en 2009 comportent le FCTVA anticipé du Plan de Relance.

S'agissant du financement des dépenses d'investissement (soit 694,82 M€ donc hors opérations neutres de gestion active de la dette) , il est assuré :

- pour **47,35 %** par l'autofinancement brut ou épargne brute contre 45,27 % en 2009,
- pour **35,67 %** par l'emprunt contre 35,07 % en 2009,
- et pour **16,97 %** par les recettes définitives d'investissement essentiellement les concours Etat contre 19,04 % en 2009.

En sachant que l'autofinancement brut finance prioritairement l'amortissement de la dette, le financement des dépenses d'investissement hors amortissement de la dette est assuré :

- pour **33,87** % par l'autofinancement net comptable (cf. supra) contre 33,72 % en 2009,
- pour **47,01** % par l'emprunt contre 42,47 % en 2009,
- et pour **19,12** % par les recettes définitives d'investissement contre 23,06 % en 2009.

121.4 – L'endettement

Au cours de l'exercice 2010, l'encours de dette a progressé de 169,9 M€ pour s'inscrire à **1.692,7 M€** en fin d'année. Cette augmentation de 11 % résulte de la mise en place de nouveaux emprunts à hauteur de **290 M€** et d'un remboursement de la dette en capital de **120,1 M€**

Les nouveaux financements ont donné lieu à des mobilisations sur 3 prêts à taux variable qui offrent des options « revolving » permettant de réaliser des remboursements temporaires. Ces nouveaux prêts se répartissent de la manière suivante :

- un contrat de 190 M€ souscrit pour une durée de 25 ans auprès de la Société Générale. Il offre un taux variable multi-index assorti d'une marge de 0,95 % sur Euribor et une option de remboursement temporaire d'un an ;
- un contrat de 50 M€ souscrit pour une durée de 25 ans auprès de la BCME, qui offre un taux variable indexé sur l'Euribor 12 mois et assorti d'une marge de 0,89 %, avec une option de remboursement temporaire d'un an ;
- un contrat de 50 M€ souscrit pour une durée de 25 ans auprès de la Banque de Financement et de Trésorerie (groupe Crédit Agricole). Il offre un taux variable multi-index assorti d'une marge de 0,85 % sur Euribor et une option de remboursement temporaire valable durant toute la période de l'emprunt.

Le ratio n° 11 de la loi ATR qui rapporte l'encours de la dette aux recettes réelles de fonctionnement s'établit à 114,15 % à la clôture de l'exercice 2010, en progression par rapport à celui de l'année précédente qui s'inscrivait fin 2009 à 104,42 %.

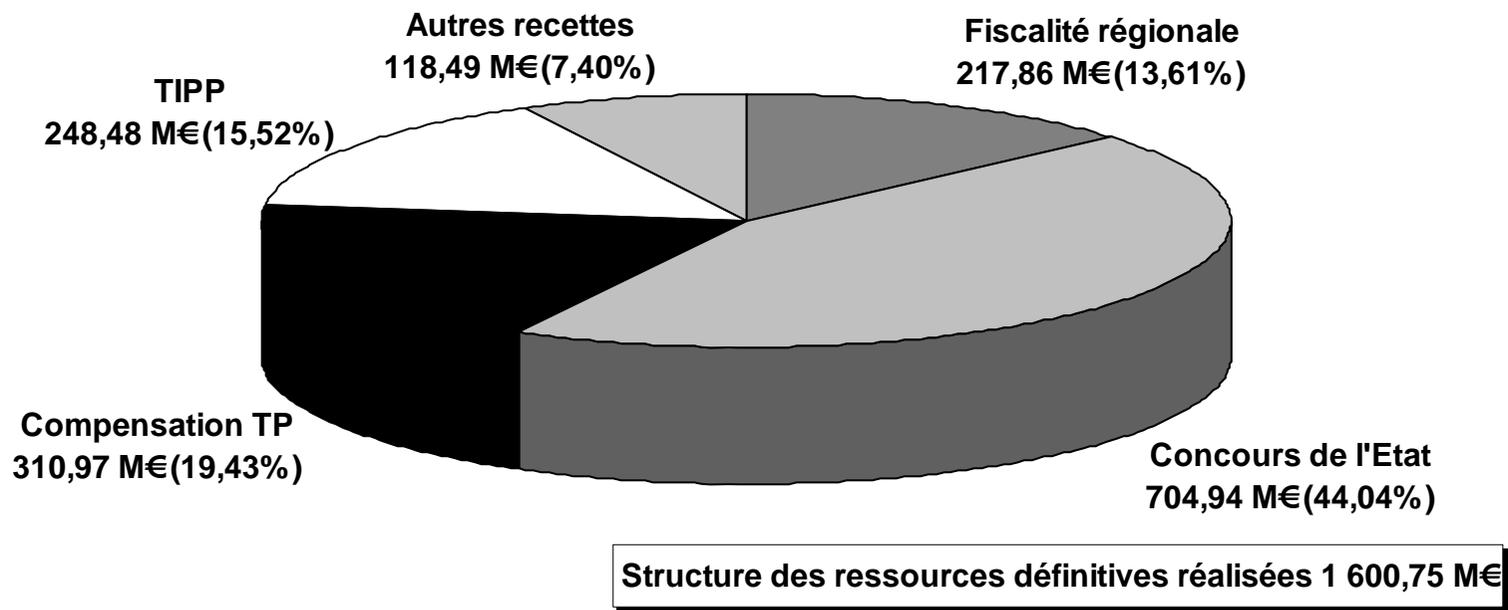
Le ratio « encours de la dette/épargne brute », qui mesure la durée nécessaire au remboursement de la dette si l'on y consacrait l'intégralité de l'autofinancement régional, s'établit, à la clôture de l'exercice 2010, à **5,1** années enregistrant une légère progression de 3 mois par rapport au 31 décembre 2009.

**TITRE 2 – ANALYSE DETAILLEE PAR POSTE
BUDGETAIRE**

21 – LA REALISATION DES RESSOURCES DEFINITIVES

Les recettes définitives sont constituées des recettes réelles du budget, en excluant les emprunts, les opérations de gestion active de la dette ainsi que la reprise des résultats.

Elles représentent en 2010, **1 600,75 M€** contre 1 594,29 M€ en 2009 et sont structurées de la façon suivante :



211 - LA FISCALITE REGIONALE

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2009	0,00 M€	516,36 M€ TIPP 247,31 M€
CA 2010	0,00 M€	217,86 M€ TIPP 248,48 M€ Compensation TP 310,97 M€

Cette recette de fonctionnement s'est profondément modifiée au cours des dernières années au gré des réformes législatives successives. Elle est composée pour l'année 2010 des taxes foncières, de la carte grise et d'une part de la TIPP.

Hors TIPP, elle représente avec **13,61 %** des recettes définitives la quatrième ressource du budget régional. En 2010, la fiscalité régionale a rapporté en valeur nette **217,86 M€** contre 494,28 M€ en 2009.

211.1 – La fiscalité directe locale et la compensation de taxe professionnelle

La recette fiscale totale perçue en 2010 s'établit à **120,37 M€**, contre 395,15 M€ en 2009. Cette diminution s'explique par la suppression de la Taxe Professionnelle et son remplacement par une dotation de compensation en 2010.

Le tableau ci-après établit la répartition de ce produit entre les différentes taxes.

Taxes directes et dotations de compensation	Taux décidés par la Région en 2010	Pour mémoire, produit perçu en 2009	Produit perçu par la Région en 2010
Taxe foncière sur les propriétés bâties	3,83 %	109,50 M€	112,29 M€
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	13,00 %	1,32 M€	1,44 M€
Taxe professionnelle		299,07 M€	
Rôles supplémentaires		7,35 M€	6,64 M€
Total		417,24 M€	120,37 M€

N.B : la taxe professionnelle avait fait l'objet en 2009 d'un plafonnement à la valeur ajoutée de 22 084 159 € repris dans les dépenses et qui vient en atténuation de la recette réelle de TP. La dotation de compensation de la Taxe Professionnelle pour 2010 intègre une diminution pour un montant identique.

211.2 - La fiscalité indirecte

211.21 - La taxe sur les permis de conduire

Le Gouvernement a décidé de supprimer le 1^{er} septembre 1998 le droit d'examen sur les permis de conduire d'un montant de 250 F dont l'Etat était bénéficiaire.

En 1999, la Région a décidé, en accompagnement de cette décision de l'Etat, de fixer à 0 F le montant de la taxe régionale sur le permis de conduire. Et depuis, cette mesure a été reconduite chaque année.

211.22 - La taxe sur les droits de mutation

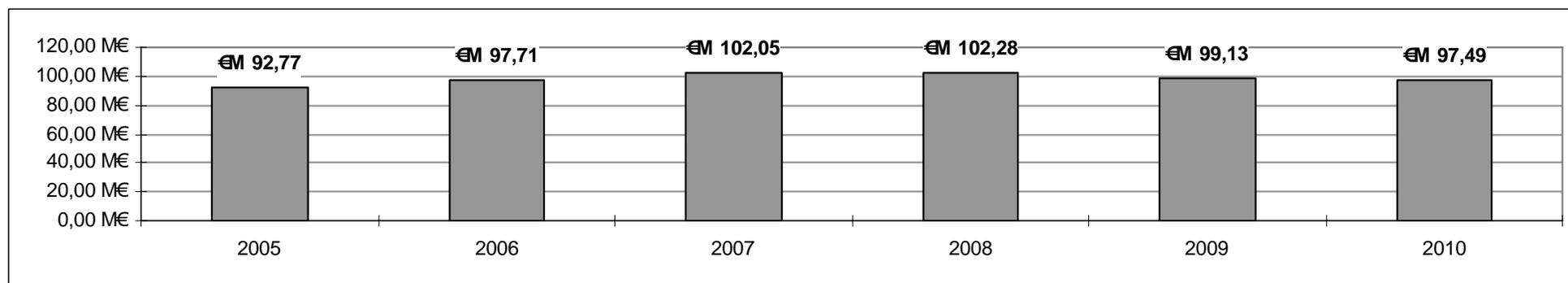
Suite aux réformes fiscales, cette taxe n'est plus perçue par la Région depuis 1999.

Elle a été compensée par l'Etat au moyen d'une dotation calculée à partir du produit 1997, dotation évoluant ensuite comme la dotation globale de fonctionnement. Cette compensation est depuis le 1^{er} janvier 2004 intégrée dans la DGF régionale.

211.23 – La taxe sur les cartes grises

Le produit de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules à moteur, dont le taux par CV a été maintenu à **32 €** en 2010 enregistre un résultat en baisse par rapport à 2009 et passe de 99,13 M€ à **97,49 M €**

A noter également, que depuis mars 2000, la Région a décidé d'exonérer de la totalité de cette taxe, les propriétaires de véhicules dits propres en ajoutant par délibération 2007 0394 en date du 29 mars 2007 les véhicules fonctionnant à l'éthanol.



211.24 - La Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)

Les Régions ont perçu une fraction de la TIPP pour compenser les nouvelles charges transférées depuis le 1^{er} janvier 2005 à savoir,

- A compter de 2005
- Le transfert des aides et formations sanitaires et sociales,
- Le transfert de l'inventaire général du patrimoine culturel.

A compter de 2006

Le transfert des personnels TOS des lycées,

Le transfert des EPLE FPA (lycées horticoles) de Lomme, Raismes et Rosendael.

Le transfert de l'organisation du réseau des centres d'information sur la validation des acquis de l'expérience.

A compter de 2007

Le transfert des actions de formations de l'AFPA,

Le transfert des ports maritimes régionaux (Calais et Boulogne-sur-mer),

La prise en charge du forfait régional d'externat relatif aux personnels TOS des lycées privés,

Le transfert des aéroports de Lesquin et Merville.

A compter de 2008

La poursuite de l'intégration des Personnels TOS,

A compter de 2009

La fin de l'intégration des Personnels TOS,

Le transfert des agents des ports de Calais et Boulogne/Mer.

Cette recette de fonctionnement s'élève pour 2010 à **248,48 M€** contre 247,31 M€ en 2009.

211.24 - La compensation de la Taxe Professionnelle

L'année 2010 constitue une année transitoire dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale. De manière exceptionnelle, l'Etat a attribué à la Région Nord Pas-de-Calais une dotation d'un montant équivalent au montant de Taxe Professionnelle perçue en 2009 pour un montant total de **310 972 771 €**

Cette dotation comporte donc le ticket modérateur à hauteur de **22 084 159 €** comme en 2009.

A partir de l'année 2011, la Région percevra 25% de la Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises qui remplace désormais la Taxe Professionnelle mais pour laquelle la Région ne dispose pas du vote des taux. Celui-ci est un taux national fixé à 2,5%.

212 – LES CONCOURS DE L'ETAT

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2009	107,66 M€	630,87 M€
CA 2010	79,19 M€	625,76 M€

D'un montant de **704,95 M€**, les concours de l'Etat représentent la première ressource du budget régional.

212.1 - La Dotation Globale de Fonctionnement

Cette recette de fonctionnement d'un montant de **369,76 M€** est composée de deux parts, l'une forfaitaire, l'autre consacrée à la péréquation.

212.11 - La part forfaitaire de la Dotation Globale de Fonctionnement

Pour mémoire, la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement comprend :

- la compensation de la taxe professionnelle au titre de la suppression de la part salaires,
- la compensation des droits de mutations à titre onéreux,
- la compensation de la taxe d'habitation,
- 95 % de la dotation globale de décentralisation (DGD) perçue par la Région hors formation professionnelle et apprentissage.

☛ les 5 % restants sont maintenus dans le compte DGD dite résiduelle.

Le taux d'indexation de la part forfaitaire de la nouvelle dotation globale de fonctionnement a été fixé pour 2010 à 84 % du taux d'évolution globale de la DGF 2010 (+0,6 %).

La part forfaitaire de la DGF s'est donc élevée dans ces conditions à **360,18 M€**

Compensations	DGF 2009 Part forfaitaire	Taux d'indexation fixé par le comité des finances locales	DGF 2010 Part forfaitaire
<ul style="list-style-type: none"> - Compensation de la taxe professionnelle au titre de la suppression de la part salaire - Compensation des droits de mutation à titres onéreux - Compensation liée à la suppression de la taxe d'habitation - 95 % de la DGD, lycées, pêche côtière et culture marine - 95 % de la DGD TER 	358,35 M€	84 % du taux DGF 2010 soit 0,50 %	360,18 M€

212.12 - La part péréquation de la Dotation Globale de Fonctionnement

Elle a été fixée à **9,58 M€** pour 2010 contre 19,15 M€ en 2009. La Région Nord Pas-de-Calais est sortie du dispositif de la péréquation et a bénéficié en 2010 du mécanisme de sortie qui garantit pour une année le maintien de la moitié de la somme perçue l'année précédant la sortie du dispositif.

212.2 - La Dotation Générale de Décentralisation

212.21 *La Dotation Générale de Décentralisation résiduelle*

Cette dotation de fonctionnement d'un montant de **34,34 M€** en 2010 reprend les 5% restant de l'ancienne DGD lycées et TER non intégrés dans la DGF.

DGD résiduelle	Notifié en 2009	Notifié en 2010
1 DGD résiduelle comprenant :		
1.1 : 5% de l'ex – DGD lycées et TER	34,34 M€	34,34 M€
1.2 : Actualisation du barème de redevance des infrastructures ferroviaires		
2 Réajustement du barème de redevance des infrastructures ferroviaires sur plusieurs exercices	0 M€	0 M€
Total DGD	34,34 M€	34,34 M€

212.22 *La Dotation Générale de Décentralisation des ports*

Cette dotation de fonctionnement d'un montant de **13,48 M€** contre 11,39 M€ en 2009, représente la compensation financière du transfert à la Région des ports de Boulogne sur Mer et Calais.

212.3 Les Dotations relatives à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage

Elles représentent plusieurs recettes de fonctionnement pour un montant total de **193,17 M€**

212.31 – La Dotation Générale de Décentralisation relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage.

Il a été notifié en 2010, une somme de **118,52 M€** répartis de la manière suivante :

Compensations	Notifié en 2009	Notifié en 2010
- Dotation complémentaire rééquilibrage aménagement du territoire (Art 41)	0,13 M€	0,13 M€
- Primes d'apprentissage (Art 42)	35,32 M€	35,32 M€
- Revalorisation des stagiaires (Art 66)	0,39 M€	0,39 M€
- Actions qualifiantes et pré-qualifiantes des jeunes (Art 67)	81,77 M€	82,20 M€
- Frais de gestion CNASEA (Art 68)	0,48 M€	0,48 M€
Total	118,09 M€	118,52 M€

212.32 – La contribution au développement de l'apprentissage.

Elle est constituée par la taxe additionnelle à la taxe d'apprentissage qui a remplacé la DGD « apprentissage ».

Il est à noter que son taux ne peut être modulé par les Régions. C'est pour cette raison que cette taxe n'est pas intégrée dans la catégorie « Fiscalité Régionale ».

Le produit de cette recette de fonctionnement s'élève à **39,89 M€** en 2010 contre 39,63 M€ en 2009.

212.33 – Le fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage.

Ce fonds est composé de deux sections :

La 1^{ère} section remplace le fonds national de péréquation de la taxe d'apprentissage.

La 2^{ème} section est destinée à financer les actions inscrites dans les contrats d'objectifs et de moyens.

Dotation du fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (FNDMA)	Notifié en 2009	Notifié en 2010
1 ^{ère} section : Fonds de péréquation	9,32 M€	9,76 M€
2 ^{ème} section : Contrats d'objectifs et de moyens	25,00 M€	25,00 M€
TOTAL	34,32 M€	34,76 M€

212.4 Les compensations liées aux taxes directes locales non intégrées dans la DGF

Il s'agit d'une recette de fonctionnement versée par l'Etat afin de compenser l'effet des mesures d'exonération ou de dégrèvement décidées par les lois de finances.

Pour 2010, le montant des compensations se monte à **15,01 M€** ventilé comme suit :

Compensations	Notifié en 2009	Notifié en 2010
Taxe d'habitation <i>(hors compensation pour suppression de la taxe d'habitation qui est intégrée à la DGF)</i>	8,49 M€	8,58 M€
Foncier bâti	1,21 M€	1,13 M€
Foncier non bâti	1,48 M€	1,20 M€
Taxe professionnelle <i>(hors compensation au titre de la suppression de la part salaire qui est intégrée à la DGF)</i>	4,42 M€	4,10 M€
Total	15,60 M€	15,01 M€

212.5 Les autres concours de l'Etat

	Réalisé en 2009		Réalisé en 2010	
	Inv	Fct	Inv	Fct
- FCTVA (Fonds de compensation de la TVA)	32,33 M€		37,30 M€	
- FCTVA anticipé (dans le cadre du Plan de Relance)	33,45 M€			
- DRES (Dotation régionale d'équipement scolaire)	41,88 M€		41,89 M€	
TOTAL	107,66 M€		79,19 M€	

213 – LES AUTRES RECETTES

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2009	27,22 M€	64,86 M€
CA 2010	38,75 M€	79,74 M€

En 2010, leur montant est de **118,49 M€** ventilé comme suit :

213.1 – Les fonds européens

	Réalisé en 2009		Réalisé en 2010	
	Inv	Fct	Inv	Fct
- FEDER	7,19 M€	4,13 M€	12,19 M€	12,74 M€
<i>dont Subvention Globale</i>	<i>4,10 M€</i>	<i>4,10 M€</i>	12,19 M€	12,19 M€
- FSE		19,72 M€		18,92 M€
<i>dont Subvention Globale</i>		<i>1,33 M€</i>		9,19 M€
- Autres Fonds		0,40 M€		1,23 M€
TOTAL	7,19 M€	24,25 M€	12,19 M€	32,89 M€

213.2 – Les autres recettes principales

	Réalisé en 2009		Réalisé en 2010	
	Inv	Fct	Inv	Fct
- SNCF		11,85 M€	3,94 M€	14,94 M€
- ADEME	2,93 M€		2,90 M€	1,50 M€
- CCI Calais	2,56 M€	1,5 M€	3,00 M€	1,50 M€
- Participation spécifique de l'Etat	3,53 M€	0,37 M€	7,60 M€	0,35 M€
- Autres partenaires (dont AGEFIPH, SITURV , CNC)	7,01 M€	5,83 M€	1,68 M€	2,05 M€
- Avances remboursables	4,00 M€		3,06 M€	
- Réductions de charges		2,55 M€	2,79 M€	3,44 M€
- Produits de gestion courante (revenus des immeubles, part salariale des Titres Restaurants, etc..)		2,83 M€	0,54 M€	4,20 M€
- Produits financiers (SWAP – Prêts au personnel ...)		2,72 M€	0,42 M€	4,82 M€
- Mandats de fonctionnement annulés sur exercices antérieurs		2,96 M€		1,93 M€
- Produits des cessions (dont recapitalisation Télévision Régionale)		0,00 M€	0,63 M€	0,34 M€
- Produits exceptionnels (dont indemnisation sinistres)		2,66 M€		4,10 M€
TOTAL	20,03 M€	33,27 M€	26,56 M€	39,17 M€

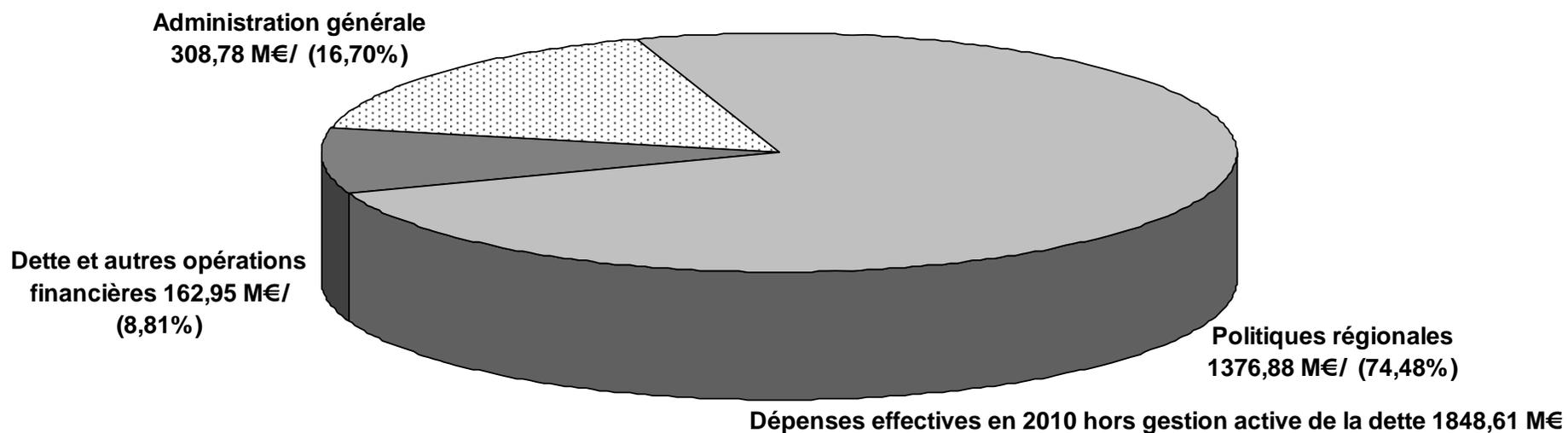
213.3 -Le Prélèvement Régional sur l'Hébergement à la charge des Familles (PREHF) auparavant appelé fonds académique de rémunération des personnels d'externats

La loi de finances 2006, permet aux régions de percevoir les recettes encaissées au titre du service annexe d'hébergement des EPLE qui étaient antérieurement perçues par l'Etat.

La Région a décidé de maintenir cette participation des familles en 2010 dont le produit s'élève à **7,68 M€** contre 7,34 M€ en 2009.

22 - L'EXECUTION DES DEPENSES

1848,61 M€ ont été mandatés en 2010 (hors opérations neutres de gestion active de la dette) contre 1847,05 M€ en 2009, soit une progression de **0,08 %**. Les émissions de mandats sont réparties entre trois grands postes de dépenses : la dette et autres opérations financières, l'administration générale et les politiques régionales :



221 – LA DETTE ET LES AUTRES OPERATIONS FINANCIERES

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2009	125,03 M€	47,48 M€
CA 2010	120,2 M€	42,75 M€

221.1 – L'annuité de la dette

L'annuité de la dette (hors mouvements d'arbitrages et remboursement anticipé sur revolving) s'inscrit à 163,32 M€ en 2010, alors qu'elle était de 172,60 M€ l'année précédente. Cette évolution est liée à la diminution des charges financières, conséquence d'une stabilisation des taux d'intérêt sur un niveau historiquement bas durant le premier semestre suivi d'une remontée très progressive au cours du second semestre. Ce mouvement a compensé la hausse des marges observées sur les financements nouveaux ainsi que sur les outils de trésorerie au cours de la période.

	Réalisé en 2009		Réalisé en 2010	
	Inv	Fct	Inv	Fct
- Amortissement	123,38 M€		120,13 M€	
- Intérêts sur emprunts et commissions		45,75 M€		36,13 M€
- Intérêts sur outils de trésorerie		2,45 M€		2,63 M€
- Intérêts payés sur swaps (donnent lieu à des recettes de 3,95 M€ Voir Recettes)		1,02 M€		4,43 M€
Total	123,38 M€	49,22 M€	120,13 M€	43,19 M€

221.2 – Les autres charges financières

D' autres opérations financières ont été réalisées en 2010.

Elles se répartissent de la manière suivante :

	Réalisé en 2009		Réalisé en 2010	
	Inv	Fct	Inv	Fct
- des METP et ICADE	1,58 M€	0,04 M€		
- des prêts au personnel	0,07 M€	0,04 M€	0,07 M€	
- des admissions en non valeur		1,62 M€		0,76 M€
- des intérêts moratoires		0,02 M€		0,0004 M€
- du traitement comptable des ICNE (Intérêts courus non échus)		- 3,46 M€		- 1,20 M€
TOTAL	1,65 M€	- 1,74 M€	0,07 M€	- 0,44 M€

222 – LES DEPENSES D'ADMINISTRATION GENERALE ET AUTRES

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2009	11,64 M€	294,93 M€*
CA 2010	7,89 M€	300,37 M€*

** dont 22 084 159 € au titre du plafonnement à la valeur ajoutée*

Ce poste s'élève à **307,49 M€**, dont 22,084 M€ de Plafonnement à la Valeur Ajoutée, contre 306,57 M€, dont 22,084 M€ de Plafonnement à la Valeur Ajoutée en 2009 soit une progression de 0,30 %.

222.1 – L'administration générale hors Siège de Région et hors Plafonnement à la Valeur Ajoutée.

Une somme de **286,69 M€** a permis de couvrir l'ensemble des besoins financiers liés à la gestion du personnel, à l'exercice des fonctions électives, à l'équipement et au fonctionnement des services contre 280,24 M€ en 2009.

Le tableau qui suit retrace par direction les dépenses d'investissement et de fonctionnement concernant cette catégorie.

	2009			2010		
	Inv	Fct	Total	Inv	Fct	Total
Postes de dépenses						
Communication	82 452,31	9 729 669,94	9 812 122,25	87 919,08	8 519 134,79	8 607 053,87
Accueil Infos et Documentation	16 781,40	529 007,23	545 788,63	1 035,62	519 369,79	520 405,41
Accueil Infos et Documentation - groupes d'élus		32 373,71	32 373,71		33 239,61	33 239,61
Affaires juridiques et Commande publique	653 139,32	1 337 415,46	1 990 554,78	393 782,49	2 372 368,21	2 766 150,70
DGA - Assemblées		5 055 514,45	5 055 514,45		5 105 942,88	5 105 942,88
DGA - Assemblées - groupes d'élus		1 077 980,12	1 077 980,12		1 101 378,89	1 101 378,89
Courrier		582 043,54	582 043,54		696 031,18	696 031,18
Courrier - groupes d'élus		27 074,89	27 074,89		48 333,97	48 333,97
Moyens Généraux	2 014 754,36	17 663 371,10	19 678 125,46	2 270 800,42	16 395 359,75	18 666 160,17
Moyens Généraux - groupes d'élus		50 922,31	50 922,31		51 203,58	51 203,58
Nouveau Siècle	61 001,71	463 444,42	524 446,13	43 245,36	303 741,41	346 986,77
Patrimoine	677 658,83	15 514,01	693 172,84	1 630 772,02	8 572,33	1 639 344,35
Projets Organisation et Contrôle de Gestion		355 120,10	355 120,10		407 970,04	407 970,04
Protocole		1 336 924,76	1 336 924,76		1 410 031,49	1 410 031,49
Ressources Humaines autres		7 167 712,33	7 167 712,33		7 600 568,38	7 600 568,38
Charges de personnel (012)		222 794 953,85	222 794 953,85		229 374 623,43	229 374 623,43
Systèmes d'information	3 864 894,10	1 469 691,36	5 334 585,46	3 447 557,78	1 462 167,64	4 909 725,42
CESER (hors charges de personnel)		1 929 181,99	1 929 181,99		1 779 166,79	1 779 166,79
Divers DGF (restitutions de taxes...)	4 897,25	146 356,98	151 254,23	501,00	309 560,91	310 061,91
Prospective Plan et Evaluation	11 058,16	1 084 313,27	1 095 371,43	11 743,58	1 305 296,28	1 317 039,86
TOTAL	7 386 637,44	272 848 585,82	280 235 223,26	7 887 357,35	278 804 061,35	286 691 418,70

222.2 – Le Siège de Région

Les dépenses liées au projet de construction du siège de région s'établissent pour 2010 à hauteur de **0 M€** contre 4,25 M€ en 2009. Il reste à régler un montant à hauteur de 10 000 euros pour régler un solde notarial existant.

222.3 – Le Plafonnement à la Valeur Ajoutée

D'un montant de **22 084 159 €** il correspond à un prélèvement sur la recette brute de taxe professionnelle.

Malgré la suppression de cette recette en 2010, les services de l'Etat ont imposé les écritures comptables correspondantes. La compensation relais versée en 2010 a donc été versée en valeur brute afin d'inscrire en contrepartie le plafonnement à la valeur ajoutée.

223 – LES POLITIQUES REGIONALES

Synthèse par section	Investissement	Fonctionnement
CA 2009	571,58 M€	796,40 M€
CA 2010	566,73 M€	810,15 M€

223.1 – L'affectation de crédits

Les volumes d'affectation des crédits en AP et en CP sont repris dans le bilan de la pluriannualité à la fin de ce rapport.

223.2 – Les mandatements sur politiques

Les mandatements représentent un total de **1376,88 M€** et sont répartis au sein des deux sections à raison de **566,73 M€** pour l'investissement et **810,15 M€** pour le fonctionnement.

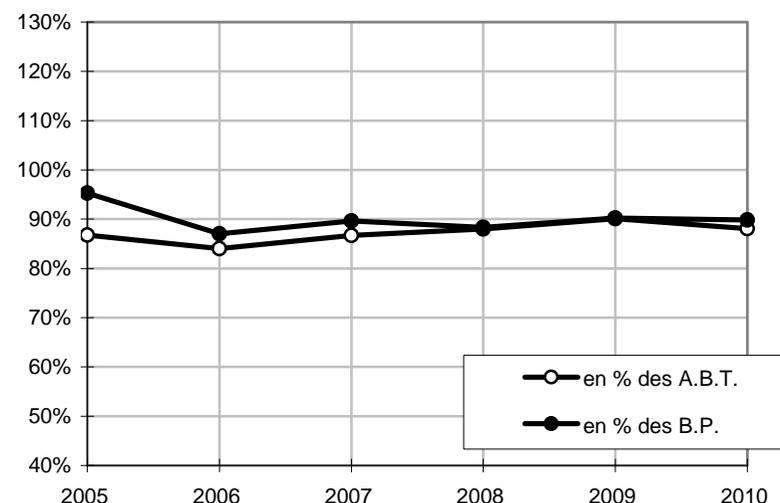
Le schéma qui suit retrace l'évolution de la consommation des *crédits de paiement* consacrés aux politiques régionales depuis 2004.

Taux d'exécution des crédits consacrés aux politiques régionales

	Crédits consommés	en % des A.B.T.	en % des B.P.
2005	977 M€	86,8% 1 126 M€	95,3% 1 025 M€
2006	1 031 M€	84,0% 1 227 M€	87,0% 1 185 M€
2007	1 197 M€	86,7% 1 381 M€	89,7% 1 335 M€
2008	1 270 M€	88,0% 1 443 M€	88,3% 1 438 M€
2009	1 368 M€	90,1% 1 518 M€	90,2% 1 516 M€
2010	1 377 M€	88,1% 1 563 M€	89,8% 1 533 M€

A.B.T. : Autorisations budgétaires totales

B.P. : Budgets primitifs



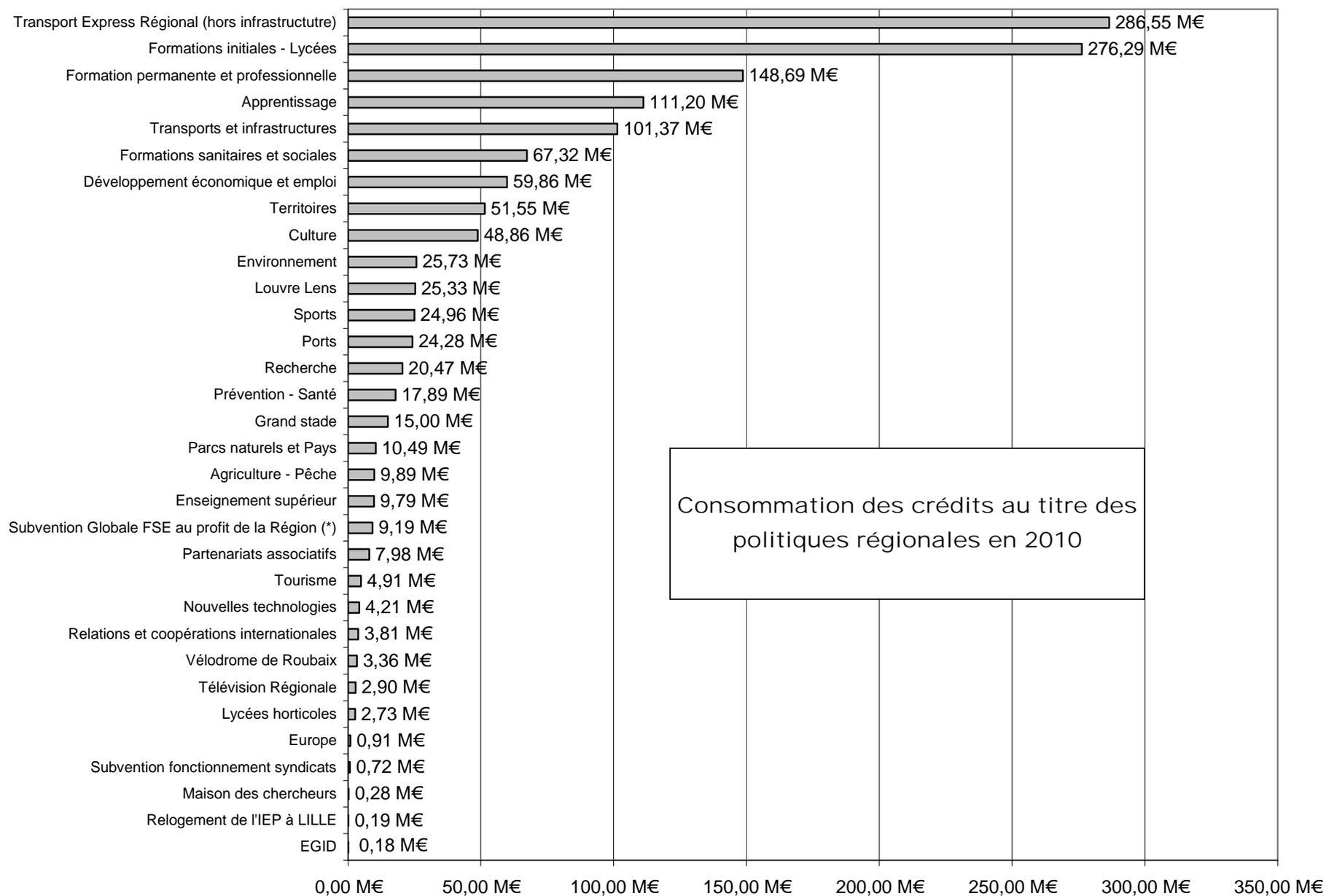
223.3 - Les domaines d'intervention

Le tableau ci-après retrace par grande fonction les mandatements consacrés aux politiques régionales et permet d'afficher la part que représentent les politiques issues des différents transferts de compétences par rapport aux autres politiques régionales.

Crédits de paiement

	Section d'investissement			Section de fonctionnement			TOTAL		
	ABT	Réalisé	% exéc.	ABT	Réalisé	% exéc.	ABT	Réalisé	% exéc.
1 - Compétences transférées avant le 01/01/2005									
Formations initiales - Lycées	191 173 207,98	169 754 114,73	88,80%	108 846 070,39	106 533 963,29	97,88%	300 019 278,37	276 288 078,02	92,09%
Formation permanente et professionnelle	2 000 000,00	1 847 562,79	92,38%	147 074 600,00	146 844 547,23	99,84%	149 074 600,00	148 692 110,02	99,74%
Apprentissage	11 660 000,00	11 630 624,12	99,75%	101 875 180,00	99 570 763,30	97,74%	113 535 180,00	111 201 387,42	97,94%
Transport Express Régional (hors infrastructure)	77 403 635,00	75 374 781,00	97,38%	212 072 820,70	211 171 777,28	99,58%	289 476 455,70	286 546 558,28	98,99%
Total 1	282 236 842,98	258 607 082,64	91,63%	569 868 671,09	564 121 051,10	98,99%	852 105 514,07	822 728 133,74	96,55%
2 - Compétences transférées au 01/01/2005									
Formations sanitaires et sociales	0,00	0,00		67 420 800,00	67 320 712,62	99,85%	67 420 800,00	67 320 712,62	99,85%
Lycées horticoles	776 290,02	776 290,02	100,00%	2 102 827,00	1 950 576,81	92,76%	2 879 117,02	2 726 866,83	94,71%
Ports	26 338 032,94	17 771 145,03	67,47%	7 000 000,00	6 513 807,82	93,05%	33 338 032,94	24 284 952,85	72,84%
Total 2	27 114 322,96	18 547 435,05	68,40%	76 523 627,00	75 785 097,25	99,03%	103 637 949,96	94 332 532,30	91,02%
3 - Autres politiques régionales									
Relations et coopérations internationales	350 794,00	200 979,40	57,29%	4 044 830,27	3 609 110,78	89,23%	4 395 624,27	3 810 090,18	86,68%
Partenariats associatifs	0,00	0,00		9 538 870,22	7 976 112,07	83,62%	9 538 870,22	7 976 112,07	83,62%
Culture	9 976 617,50	5 797 536,74	58,11%	47 121 550,84	43 062 678,66	91,39%	57 098 168,34	48 860 215,40	85,57%
Louvre Lens	26 798 793,38	25 330 258,92	94,52%	200 000,00	0,00	0,00%	26 998 793,38	25 330 258,92	93,82%
Développement économique et emploi	47 446 017,40	26 547 838,09	55,95%	55 347 668,95	33 310 830,47	60,18%	102 793 686,35	59 858 668,56	58,23%
Nouvelles technologies	2 131 000,00	2 115 581,58	99,28%	2 850 000,00	2 094 577,05	73,49%	4 981 000,00	4 210 158,63	84,52%
Enseignement supérieur	6 000 000,00	5 574 696,71	92,91%	5 300 000,00	4 211 043,01	79,45%	11 300 000,00	9 785 739,72	86,60%
Recherche	42 168 344,57	13 854 323,48	32,85%	23 709 452,44	6 615 344,17	27,90%	65 877 797,01	20 469 667,65	31,07%
Transports et infrastructures	107 377 729,73	93 935 360,32	87,48%	18 077 179,30	7 434 842,56	41,13%	125 454 909,03	101 370 202,88	80,80%
Tourisme	538 595,00	269 297,50	50,00%	4 929 485,00	4 643 839,34	94,21%	5 468 080,00	4 913 136,84	89,85%
Environnement	17 961 152,50	16 218 536,07	90,30%	10 379 339,00	9 510 428,47	91,63%	28 340 491,50	25 728 964,54	90,79%
Territoires	51 833 906,72	48 782 895,81	94,11%	3 706 798,00	2 766 142,50	74,62%	55 540 704,72	51 549 038,31	92,81%
Agriculture - Pêche	6 017 525,92	5 065 205,76	84,17%	5 686 303,15	4 819 880,10	84,76%	11 703 829,07	9 885 085,86	84,46%
Europe	0,00	0,00		1 180 000,00	908 836,83	77,02%	1 180 000,00	908 836,83	77,02%
Sports	15 940 102,97	10 811 082,11	67,82%	14 658 400,00	14 148 348,37	96,52%	30 598 502,97	24 959 430,48	81,57%
Prévention - Santé	12 800 000,00	12 040 628,61	94,07%	6 250 000,00	5 854 123,87	93,67%	19 050 000,00	17 894 752,48	93,94%
Parcs naturels et Pays	1 786 450,55	1 454 342,16	81,41%	9 923 455,08	9 036 180,59	91,06%	11 709 905,63	10 490 522,75	89,59%
Subvention fonctionnement syndicats	0,00	0,00		1 060 626,00	715 626,00	67,47%	1 060 626,00	715 626,00	67,47%
Subvention Globale FSE au profit de la Région (*)				9 189 111,14	9 189 111,14	100,00%	9 189 111,14	9 189 111,14	100,00%
Télévision Régionale	3 487 920,00	2 563 381,74	73,49%	418 600,00	334 880,00	80,00%	3 906 520,00	2 898 261,74	74,19%
Grand stade	15 000 000,00	15 000 000,00	100,00%				15 000 000,00	15 000 000,00	100,00%
Vélodrome de Roubaix	4 900 000,00	3 358 950,91	68,55%				4 900 000,00	3 358 950,91	68,55%
Maison des chercheurs	360 000,00	282 898,63	78,58%				360 000,00	282 898,63	78,58%
Learning Center Vaucelles	10 000,00	0,00	0,00%				10 000,00	0,00	0,00%
EGID	190 000,00	181 820,27	95,69%				190 000,00	181 820,27	95,69%
Relogement de l'IEP à LILLE	252 000,00	190 558,48	75,62%				252 000,00	190 558,48	75,62%
Centre du Bois de Trélon	300 000,00	0,00	0,00%				300 000,00	0,00	0,00%
Total 3	373 626 950,24	289 576 173,29	77,50%	233 571 669,39	170 241 935,98	72,89%	607 198 619,63	459 818 109,27	75,73%
TOTAL GENERAL	682 978 116,18	566 730 690,98	82,98%	879 963 967,48	810 148 084,33	92,07%	1 562 942 083,66	1 376 878 775,31	88,10%

(*) Cette somme avait fait l'objet d'un mandat au chapitre 931 en 2009 au titre de la formation permanente et professionnelle régularisée par une opération d'ordre



TITRE 3 – LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE

31 – LA GESTION DE LA DETTE

311 – ENCOURS DE DETTE

L'encours de la dette s'élève à **1.692,7 M€** au 31/12/2010. Sa durée de vie moyenne est de 11 ans et 7 mois. Le tableau ci-dessous apporte des précisions sur les caractéristiques de l'endettement régional.

CARACTERISTIQUES DE L'ENDETTEMENT REGIONAL AVEC INCIDENCE DES SWAPS	2009	2010
Part de l'endettement en taux fixe au 31 décembre	51,00%	44,00%
Taux moyen de la dette à taux fixe	4,01 %	3,90%
Part de l'endettement en taux variable et révisable au 31 décembre	49,00 %	56,00%
Taux moyen de la dette à taux variable ou révisable	0,96 %	1,22%
Taux moyen de l'ensemble de la dette	2,51 %	2,36%

Le taux moyen de la dette est de 2,36 %, soit un niveau inférieur à celui du marché puisque le coût d'un emprunt amortissable d'une durée de vie moyenne de 11 ans et assorti d'une marge de 0,80% ressortait fin 2010 à 4,30 %. Le taux moyen de la dette a suivi la tendance à la baisse observée sur les charges financières.

312 – LA GESTION ACTIVE DE LA DETTE

La gestion active de la dette vise l'optimisation des charges financières.

Celle-ci passe par une gestion active du portefeuille de dette existant, qui s'est traduite en 2010 par plusieurs types d'opérations :

- des arbitrages entre index : les contrats multi-index sur l'Euribor à 12 mois ont été basculés vers des indexations plus courtes afin de bénéficier des écarts de taux sur le court terme.
- Les arbitrages entre types de contrat : pour limiter l'effet des marges élevées sur la ligne de crédit de trésorerie mise en place en juillet 2009 avec un avenant en février 2010, les options « lignes de trésorerie » des contrats revolving ont été utilisées au maximum tout au long de l'année.

La gestion active passe également par la mise en place de contrats d'échange de taux d'intérêts (swaps). Le recours à ces produits permet de modifier la structure de dette selon les opportunités de marché et/ou d'agir sur le taux moyen de la dette. En 2010 de nouveaux contrats ont été mis en place, pour un montant de 40 M€. Ils visent à réduire le taux de la dette tout en maîtrisant l'évolution potentielle des frais financiers.

A l'issue de l'exercice 2010, le portefeuille de swaps compte 18 contrats, pour un montant de 384,1 M€, ce qui représente 23 % de l'encours de dette. Il est exclusivement composé de produits simples dont le taux payé reste toujours connu et maîtrisé, et sans aucun effet de levier.

32 – LA GESTION DE LA TRESORERIE

L'optimisation de la gestion des disponibilités de la Région se traduit par une volonté de maîtriser les flux financiers afin d'atteindre l'objectif de "trésorerie zéro" au terme duquel le solde du compte au Trésor est le plus faible possible. Celle-ci est rendue possible grâce à trois outils complémentaires :

321 – LES LIGNES DE CREDIT DE TRESORERIE

Les lignes de crédits de trésorerie permettent de réaliser :

- des tirages en valeur jour pour le montant exact des besoins recensés par le Payeur,
- des remboursements intermédiaires, dans un délai réglementaire de + 1 jour ouvré.

Elles offrent également la possibilité de différer la mobilisation d'un emprunt jusqu'à ce que les conditions de marché soient jugées les plus favorables.

En 2010, une ligne de trésorerie d'une capacité totale maximale de 250 M€ a permis l'appoint nécessaire au refinancement quotidien des dépenses. Cette activité a généré 174 mouvements de fonds. L'encours moyen des lignes ressort à 140,2 M€ avec un maximum de 246,4 M€. Le montant des tirages et remboursements pour l'année 2010 s'élève à 1.273.230.000 €.

322 – LES CONTRATS REVOLVING

Ce sont des contrats de prêts à long terme qui offrent une option autorisant le renvoi des fonds empruntés en cas d'excédents de trésorerie et leur remobilisation en cas de besoin. Ceci permet de réinvestir les excédents de recettes non employés dans une diminution de l'encours de dette et donc de la charge financière.

Au 31 décembre 2010, quelques 441,5 M€ de revolving étaient mobilisés. En effet, la plupart des contrats revolving étant devenus plus avantageux que les lignes de crédit de trésorerie, ceux-ci ont été utilisés en priorité.

Le tableau ci-dessous synthétise les opérations effectuées en 2010.

OPERATIONS REALISEES SUR LES CONTRATS REVOLVING (en M€)						
Etablissements	Plafond au 01/01/10	Mobilisé au 01/01/10	Amortissement 2010	Remboursement opérations de trésorerie	Tirages exercice 2010	Mobilisé au 31/12/10
CDC IXIS 2001 156	33,83	33,83	16,82	0	0	17,02
Sté Gén.2001 157	19,74	19,74	2,73	0	0	17,02
C.E. 2002 158	27,96	27,96	3,14	27,96	27,96	24,82
DEXIA 2002 159	32,33	32,33	2,96	10,04	7,07	29,37
DEXIA 2003 165	24,23	24,23	2,69	0	0	21,54
C.E. 2003 166	25	25	2,5	0	0	22,5
DEXIA 2004 170	21,43	21,43	2,14	0	0	19,28
SOC GEN 2010 195					190	190
CA/BFT 2010 196					50	50
BCME 2010 197					50	50
TOTAL	184,52	184,52	32,98	38	225,04	441,55

Le capital restant dû au 31/12/2010 correspond au montant mobilisé au 1^{er} janvier, déduction faite des amortissements et augmenté des tirages effectués au cours de l'année et des mobilisations de contrats nouveaux.

323 – LES BILLETS DE TRESORERIE

Un programme de **200 M€** de billets de trésorerie a été mis en place fin 2009 et a donné lieu à une première utilisation en février 2010. Le billet est un outil similaire à la ligne de crédit de trésorerie, mais il est traité directement sur les marchés financiers. Dans les conditions actuelles de marché, et notamment au regard des problèmes de liquidité de nos partenaires bancaires, il constitue l'outil de gestion de trésorerie le plus avantageux pour la Région en terme de prix, même si son utilisation demeure moins souple qu'une ligne bancaire. Ainsi, dès qu'un besoin de trésorerie atteint un montant suffisant et qu'il peut être considéré comme récurrent, il peut être comblé par une émission de billet.

En 2010, deux billets ont été émis, pour un montant total de **110 M€** et une durée moyenne de 24 jours.

TITRE 4 - LE RESULTAT DE CLOTURE

Le résultat de la section d'investissement s'élève à :

- Mandats émis (réel et ordre)	- 782 322 941,41 €
- Titres émis (réel et ordre)	+ 848 563 120,52 €
- Reprise du résultat antérieur	- 246 418 719,48 €
Résultat	- 180 178 540,37 €

Le résultat de la section de fonctionnement s'élève à :

- Mandats émis (réel et ordre)	- 1 286 531 742,57 €
- Titres émis (réel et ordre)	+ 1 513 218 510,18 €
- Reprise du résultat antérieur	+ 43 916 559,97 €
Résultat	+ 270 603 327,58 €

Globalement le résultat au 31 décembre 2010 s'élève à : **+ 90 424 787,21 €**

TITRE 5 – LES RESTES A REALISER

51 – LES RESTES A REALISER EN DEPENSES

Ils correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31 décembre 2010 et s'élèvent :

En section d'investissement à : 43 117 489,86 € dont 42 192 951,60 € au titre de la Subvention Globale

En section de fonctionnement à : 34 536 599,52 € dont 33 587 933,68 € au titre de la Subvention Globale

Il est à noter qu'il n'y a pas de restes à réaliser en gestion pluriannuelle.

L'état des dépenses engagées non mandatées figure en annexe du compte administratif.

52 – LES RESTES A REALISER EN RECETTES

Ils correspondent aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recette au 31 décembre 2010.

En section d'investissement à : 35 454 828,02 € dont 35 454 828,02 € au titre de la Subvention Globale

En section de fonctionnement à : 22 207 834,04 € dont 21 045 893,79 € au titre de la Subvention Globale

Avec la prise en compte des restes à réaliser, le résultat au 31 décembre 2010 se solde globalement par un excédent brut comptable de 70 433 359,89 €

TITRE 6 - LES MOUVEMENTS D'ORDRE

Ils concernent en 2010 :

Opérations d'ordre de section à section (Chapitres 926-946)

- Les cessions
- Les travaux en régie
- Les amortissements
- La reprise des subventions d'équipements transférables

Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement (Opérations patrimoniales)

- L'intégration des travaux
- Les avances forfaitaires
- L'intégration des frais d'études et d'insertions
- L'intégration du CAPRES

Le détail de ces mouvements est retracé dans le document qui suit :

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION (CHAPITRES 926 - 946)

1- Cessions - mouvements d'ordre

Cession 17 PC NC6000

2 550,00

Bien n° 1550

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49032	946 - 6761 - DSF	5195	926 - 192 - DSF	2 550,00	Plus value

Cession 42 PC NC6400

6 300,00

Bien n° 6314

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49033	946 - 6761 - DSF	5196	926 - 192 - DSF	6 300,00	Plus value

Cession 1 PC NC6220

150,00

Bien n° 5203

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49034	946 - 6761 - DSF	5197	926 - 192 - DSF	150,00	Plus value

Cession 3 PC NC6400

450,00

Bien n° 6688

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49035	946 - 6761 - DSF	5198	926 - 192 - DSF	450,00	Plus value

Cession 5 PC 6510B

750,00

Bien n° 9253

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49036	946 - 6761 - DSF	5199	926 - 192 - DSF	750,00	Plus value

Cession 1 PC 2530P

150,00

Bien n° 11516

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49037	946 - 6761 - DSF	5200	926 - 192 - DSF	150,00	Plus value

Cession 6 PC 6530B

900,00

Bien n° 12650

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49038	946 - 6761 - DSF	5201	926 - 192 - DSF	900,00	Plus value

Cession véhicule CLIO 3859XZ59 : titre n° 4344 / 2010 de

1 363,29

Bien n° 3490

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49029	946 - 6761 - DSF	5172	926 - 192 - DSF	1 363,29	Plus value

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

Cession Imm 187 bvd de la Liberté : titre n° 2368 / 2010 de

330 000,00

Bien n° 9216

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49028	946- 675 - DSF	5173	926 - 21311 - DSF	364 320,00	VNC
49031	926 - 192 - DSF	5170	946 - 7761 - DSF	34 320,00	Moins value

Echange terrain Lycée Hennebique

Bien n° 14428

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
36752	902 - 222 - 2111 - DSF	3993	932 - 222 - 775 - DSF	500,00	Cession/acquisition
36747	946- 675 - DSF	3997	926 - 2111 - DSF	200,00	VNC
36748	946 - 6761 - DSF	3996	926 - 192 - DSF	300,00	Plus value

2 - Travaux en régie

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49017	926-2313-DSF	5001	946-722-DSF	336 496,43	Travaux en régie dans les Lycées
49018	926-2313-DSF	5002	946-722-DSF	139 387,85	Travaux en régie dans le port de Boulogne
49019	926-2313-DSF	5003	946-722-DSF	50 277,29	Travaux en régie dans le port de Calais

3 - Amortissements

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
		4135	926-280411-DSF	4 056 649,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20411
		4136	926-280412-DSF	7 660,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20412
		4137	926-280413-DSF	1 126 080,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20413
		4138	926-280414-DSF	21 934 119,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20414
		4139	926-280415-DSF	673 170,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20415
		4140	926-280416-DSF	269 534,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20416
		4141	926-280417-DSF	1 181 447,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20417
		4142	926-2804171-DSF	9 961 024,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 204171
		4143	926-2804172-DSF	3 165 626,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 204172
		4144	926-280418-DSF	13 326 412,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 20418
		4145	926-28042-DSF	46 760 414,79	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 2042
		4146	926-28043-DSF	2 410 806,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATION 2043

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

		4 147	926-2805-DSF	1 873 853,21	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 205
		4 148	926-281311-DSF	198 843,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 218311
		4 149	926-281312-DSF	1 374 785,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21312
		4 150	926-281314-DSF	49 365,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21314
		4 151	926-281318-DSF	346 257,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21318
		4 152	926-281351-DSF	329,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21351
		4 153	926-281572-DSF	3 958 428,12	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21572
		4 154	926-281578-DSF	181 045,68	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21578
		4 155	926-2817311-DSF	462,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 217311
		4 156	926-2817312-DSF	10 557 679,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 217312
		4 157	926-2817314-DSF	171,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 217314
		4 158	926-2817318-DSF	329 617,00	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 217318
		4 159	926-281828-DSF	328 062,49	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21828
		4 160	926-281831-DSF	2 737 419,99	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21831
		4 161	926-281838-DSF	1 550 866,89	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21838
		4 162	926-281841-DSF	3 215 031,42	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21841
		4 163	926-281848-DSF	697 634,86	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 21848
		4 164	926-28185-DSF	13 768,31	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 2185
		4 165	926-28188-DSF	42 627,72	AMORTISSEMENTS 2010 DES IMMOBILISATIONS 2188
		5094	926-281831-DSF	35 880,00	COMPLEMENT AMORTISSEMENTS2010 COMPTE 21831
		5095	926-28185-DSF	2 788,68	COMPLEMENT AMORTISSEMENTS2010 COMPTE 2185
38947	946-6811 -DSF			132 329 188,48	Dotation aux amortissements
49020	946-6811 -DSF			38 668,68	Dotation aux amortissements

4 - Reprise des subventions d'équipement transférables

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49027	926 - 13932 - DSF			24 330 963,53	Reprise des subventions d'équipement transférables
49022	926 - 13911 - DSF			66 510,00	Reprise des subventions d'équipement transférables
49023	926 - 13913 - DSF			466 756,00	Reprise des subventions d'équipement transférables
49024	926 - 13914 - DSF			29 240,00	Reprise des subventions d'équipement transférables
49026	926 - 13918 - DSF			4 155 461,00	Reprise des subventions d'équipement transférables
49025	926 - 139172 - DSF			795 805,00	Reprise des subventions d'équipement transférables
		5145	946-777-DSF	29 844 735,53	Reprise des subventions d'équipement transférables

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (CHAPITRE 925)

5 - Intégration des travaux

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49041	925-2317-DSF	5205	925-2764-DSF	403 923,23	Metp lyc fenelon cambrai intrgration travaux gros entretien
49043	925-2764-DSF	5203	925-1675-DSF	168 983,55	Metp lyc forest avesnes ajustement dette revision de prix

6 - Avances forfaitaires *

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
1363	925-2031-DSF	395	925-238-DSF	50,28	Récupération d'avance forfaitaire
30181	925-2031-DSF	3436	925-238-DSF	365,37	Récupération d'avance forfaitaire
18029	925-2031-DSF	2312	925-238-DSF	1 000,66	Récupération d'avance forfaitaire
11810	925-2031-DSF	1674	925-238-DSF	1 540,12	Récupération d'avance forfaitaire
406	925-2031-DSF	170	925-238-DSF	2 386,62	Récupération d'avance forfaitaire
20132	925-2031-DSF	2442	925-238-DSF	6 756,54	Récupération d'avance forfaitaire
44654	925-2031-DSF	4476	925-238-DSF	7 146,41	Récupération d'avance forfaitaire
18030	925-2031-DSF	2313	925-238-DSF	7 627,38	Récupération d'avance forfaitaire
21223	925-2031-DSF	2610	925-238-DSF	23 406,58	Récupération d'avance forfaitaire
48916	925-2031-DSF	4914	925-238-DSF	24 936,60	Récupération d'avance forfaitaire
43015	925-2031-DSF	4438	925-238-DSF	26 383,76	Récupération d'avance forfaitaire
48918	925-2031-DSF	4915	925-238-DSF	44 311,80	Récupération d'avance forfaitaire
48276	925-21578-DSF	4689	925-238-DSF	26 174,82	Récupération d'avance forfaitaire
9653	925-21831-DSF	1542	925-238-DSF	8 178,41	Récupération d'avance forfaitaire
32905	925-2313-DSF	3672	925-238-DSF	909,57	Récupération d'avance forfaitaire
1483	925-2313-DSF	423	925-238-DSF	1 240,21	Récupération d'avance forfaitaire
48767	925-2313-DSF	4741	925-238-DSF	4 090,32	Récupération d'avance forfaitaire
10796	925-2313-DSF	1621	925-238-DSF	5 165,13	Récupération d'avance forfaitaire
24205	925-2313-DSF	2787	925-238-DSF	5 492,80	Récupération d'avance forfaitaire

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

9931	925-2313-DSF	1556	925-238-DSF	5 629,57	Récupération d'avance forfaitaire
1952	925-2313-DSF	462	925-238-DSF	7 489,18	Récupération d'avance forfaitaire
33339	925-2313-DSF	3691	925-238-DSF	12 106,15	Récupération d'avance forfaitaire
49012	925-2313-DSF	4998	925-238-DSF	14 269,48	Récupération d'avance forfaitaire
33338	925-2313-DSF	3690	925-238-DSF	15 625,74	Récupération d'avance forfaitaire
27490	925-2313-DSF	3174	925-238-DSF	17 305,86	Récupération d'avance forfaitaire
39104	925-2313-DSF	4170	925-238-DSF	17 929,24	Récupération d'avance forfaitaire
18031	925-2313-DSF	2311	925-238-DSF	21 528,00	Récupération d'avance forfaitaire
28176	925-2313-DSF	3328	925-238-DSF	25 654,20	Récupération d'avance forfaitaire
39106	925-2313-DSF	4168	925-238-DSF	28 876,22	Récupération d'avance forfaitaire
32138	925-2313-DSF	3625	925-238-DSF	29 308,30	Récupération d'avance forfaitaire
45815	925-2313-DSF	4619	925-238-DSF	31 997,64	Récupération d'avance forfaitaire
44655	925-2313-DSF	4475	925-238-DSF	34 013,71	Récupération d'avance forfaitaire
39105	925-2313-DSF	4169	925-238-DSF	37 049,33	Récupération d'avance forfaitaire
29547	925-2313-DSF	3396	925-238-DSF	41 388,46	Récupération d'avance forfaitaire
45814	925-2313-DSF	4618	925-238-DSF	52 458,35	Récupération d'avance forfaitaire
33069	925-2313-DSF	3674	925-238-DSF	59 245,28	Récupération d'avance forfaitaire
45816	925-2313-DSF	4620	925-238-DSF	73 676,88	Récupération d'avance forfaitaire
10797	925-2313-DSF	1624	925-238-DSF	100 881,82	Récupération d'avance forfaitaire
35659	925-2313-DSF	3783	925-238-DSF	139 856,65	Récupération d'avance forfaitaire
40673	925-2313-DSF	4366	925-238-DSF	192 716,32	Récupération d'avance forfaitaire
40674	925-2313-DSF	4367	925-238-DSF	206 449,93	Récupération d'avance forfaitaire
37456	925-2313-DSF	4049	925-238-DSF	365 691,95	Récupération d'avance forfaitaire
7425	925-2317-DSF	1295	925-238-DSF	30,59	Récupération d'avance forfaitaire
5968	925-2317-DSF	1108	925-238-DSF	319,82	Récupération d'avance forfaitaire
31328	925-2317-DSF	3621	925-238-DSF	391,98	Récupération d'avance forfaitaire
35157	925-2317-DSF	3772	925-238-DSF	427,58	Récupération d'avance forfaitaire
7708	925-2317-DSF	1334	925-238-DSF	643,67	Récupération d'avance forfaitaire
37131	925-2317-DSF	4037	925-238-DSF	676,09	Récupération d'avance forfaitaire
17731	925-2317-DSF	2275	925-238-DSF	677,54	Récupération d'avance forfaitaire
48557	925-2317-DSF	4690	925-238-DSF	717,60	Récupération d'avance forfaitaire
17598	925-2317-DSF	2270	925-238-DSF	788,82	Récupération d'avance forfaitaire
5400	925-2317-DSF	1106	925-238-DSF	882,38	Récupération d'avance forfaitaire
11434	925-2317-DSF	1639	925-238-DSF	931,18	Récupération d'avance forfaitaire
21305	925-2317-DSF	2613	925-238-DSF	1 062,44	Récupération d'avance forfaitaire
2691	925-2317-DSF	595	925-238-DSF	1 075,29	Récupération d'avance forfaitaire
6133	925-2317-DSF	1163	925-238-DSF	1 219,92	Récupération d'avance forfaitaire

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

16578	925-2317-DSF	2051	925-238-DSF	1 253,41	Récupération d'avance forfaitaire
30731	925-2317-DSF	3442	925-238-DSF	1 270,75	Récupération d'avance forfaitaire
20871	925-2317-DSF	2571	925-238-DSF	1 314,70	Récupération d'avance forfaitaire
13636	925-2317-DSF	1960	925-238-DSF	1 373,19	Récupération d'avance forfaitaire
6968	925-2317-DSF	1224	925-238-DSF	1 505,47	Récupération d'avance forfaitaire
35882	925-2317-DSF	3795	925-238-DSF	1 629,19	Récupération d'avance forfaitaire
8929	925-2317-DSF	1531	925-238-DSF	1 707,74	Récupération d'avance forfaitaire
32039	925-2317-DSF	3623	925-238-DSF	1 714,15	Récupération d'avance forfaitaire
13635	925-2317-DSF	1959	925-238-DSF	1 920,94	Récupération d'avance forfaitaire
9654	925-2317-DSF	1544	925-238-DSF	2 086,61	Récupération d'avance forfaitaire
40865	925-2317-DSF	4376	925-238-DSF	2 116,92	Récupération d'avance forfaitaire
21303	925-2317-DSF	2612	925-238-DSF	2 144,81	Récupération d'avance forfaitaire
2693	925-2317-DSF	597	925-238-DSF	2 152,80	Récupération d'avance forfaitaire
28758	925-2317-DSF	3379	925-238-DSF	2 217,10	Récupération d'avance forfaitaire
29444	925-2317-DSF	3391	925-238-DSF	2 288,38	Récupération d'avance forfaitaire
10800	925-2317-DSF	1622	925-238-DSF	2 466,75	Récupération d'avance forfaitaire
16577	925-2317-DSF	2052	925-238-DSF	2 656,82	Récupération d'avance forfaitaire
17601	925-2317-DSF	2272	925-238-DSF	2 679,20	Récupération d'avance forfaitaire
41850	925-2317-DSF	4400	925-238-DSF	2 691,00	Récupération d'avance forfaitaire
26139	925-2317-DSF	2991	925-238-DSF	2 954,61	Récupération d'avance forfaitaire
28482	925-2317-DSF	3378	925-238-DSF	2 990,00	Récupération d'avance forfaitaire
23555	925-2317-DSF	2705	925-238-DSF	3 087,12	Récupération d'avance forfaitaire
1096	925-2317-DSF	336	925-238-DSF	3 187,45	Récupération d'avance forfaitaire
6966	925-2317-DSF	1222	925-238-DSF	3 201,10	Récupération d'avance forfaitaire
10798	925-2317-DSF	1620	925-238-DSF	3 253,12	Récupération d'avance forfaitaire
7709	925-2317-DSF	1335	925-238-DSF	3 527,33	Récupération d'avance forfaitaire
8930	925-2317-DSF	1532	925-238-DSF	3 588,00	Récupération d'avance forfaitaire
44133	925-2317-DSF	4464	925-238-DSF	3 595,88	Récupération d'avance forfaitaire
28483	925-2317-DSF	3377	925-238-DSF	3 834,68	Récupération d'avance forfaitaire
13637	925-2317-DSF	1961	925-238-DSF	4 201,96	Récupération d'avance forfaitaire
947	925-2317-DSF	253	925-238-DSF	4 771,18	Récupération d'avance forfaitaire
7426	925-2317-DSF	1294	925-238-DSF	4 987,77	Récupération d'avance forfaitaire
11978	925-2317-DSF	1697	925-238-DSF	5 127,89	Récupération d'avance forfaitaire
32139	925-2317-DSF	3624	925-238-DSF	5 128,35	Récupération d'avance forfaitaire
17730	925-2317-DSF	2276	925-238-DSF	5 210,97	Récupération d'avance forfaitaire
27402	925-2317-DSF	3173	925-238-DSF	5 290,12	Récupération d'avance forfaitaire
17600	925-2317-DSF	2271	925-238-DSF	5 382,00	Récupération d'avance forfaitaire
5966	925-2317-DSF	1110	925-238-DSF	5 553,03	Récupération d'avance forfaitaire

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

18678	925-2317-DSF	2361	925-238-DSF	5 572,92	Récupération d'avance forfaitaire
14882	925-2317-DSF	1998	925-238-DSF	5 645,12	Récupération d'avance forfaitaire
25631	925-2317-DSF	2860	925-238-DSF	5 684,37	Récupération d'avance forfaitaire
37458	925-2317-DSF	4047	925-238-DSF	5 920,20	Récupération d'avance forfaitaire
21224	925-2317-DSF	2606	925-238-DSF	5 925,14	Récupération d'avance forfaitaire
10221	925-2317-DSF	1567	925-238-DSF	6 031,43	Récupération d'avance forfaitaire
6967	925-2317-DSF	1221	925-238-DSF	6 387,82	Récupération d'avance forfaitaire
9498	925-2317-DSF	1543	925-238-DSF	6 561,94	Récupération d'avance forfaitaire
22716	925-2317-DSF	2653	925-238-DSF	7 044,68	Récupération d'avance forfaitaire
35158	925-2317-DSF	3774	925-238-DSF	7 534,80	Récupération d'avance forfaitaire
5201	925-2317-DSF	1103	925-238-DSF	7 651,58	Récupération d'avance forfaitaire
45275	925-2317-DSF	4604	925-238-DSF	8 037,80	Récupération d'avance forfaitaire
16576	925-2317-DSF	2053	925-238-DSF	8 073,00	Récupération d'avance forfaitaire
24662	925-2317-DSF	2800	925-238-DSF	8 307,34	Récupération d'avance forfaitaire
5202	925-2317-DSF	1102	925-238-DSF	8 311,84	Récupération d'avance forfaitaire
21225	925-2317-DSF	2607	925-238-DSF	8 454,75	Récupération d'avance forfaitaire
21227	925-2317-DSF	2609	925-238-DSF	8 918,82	Récupération d'avance forfaitaire
948	925-2317-DSF	254	925-238-DSF	9 559,48	Récupération d'avance forfaitaire
9932	925-2317-DSF	1557	925-238-DSF	9 867,00	Récupération d'avance forfaitaire
18257	925-2317-DSF	2332	925-238-DSF	9 941,97	Récupération d'avance forfaitaire
29445	925-2317-DSF	3390	925-238-DSF	9 996,92	Récupération d'avance forfaitaire
14883	925-2317-DSF	1997	925-238-DSF	10 724,23	Récupération d'avance forfaitaire
13896	925-2317-DSF	1962	925-238-DSF	10 970,65	Récupération d'avance forfaitaire
25630	925-2317-DSF	2859	925-238-DSF	11 039,50	Récupération d'avance forfaitaire
18790	925-2317-DSF	2387	925-238-DSF	11 086,11	Récupération d'avance forfaitaire
24206	925-2317-DSF	2791	925-238-DSF	11 316,91	Récupération d'avance forfaitaire
4707	925-2317-DSF	1060	925-238-DSF	12 220,96	Récupération d'avance forfaitaire
13004	925-2317-DSF	1748	925-238-DSF	12 405,29	Récupération d'avance forfaitaire
22715	925-2317-DSF	2654	925-238-DSF	12 457,55	Récupération d'avance forfaitaire
41482	925-2317-DSF	4392	925-238-DSF	13 164,77	Récupération d'avance forfaitaire
25309	925-2317-DSF	2852	925-238-DSF	13 547,41	Récupération d'avance forfaitaire
35881	925-2317-DSF	3794	925-238-DSF	14 333,12	Récupération d'avance forfaitaire
6969	925-2317-DSF	1223	925-238-DSF	15 115,05	Récupération d'avance forfaitaire
10463	925-2317-DSF	1619	925-238-DSF	16 026,52	Récupération d'avance forfaitaire
41483	925-2317-DSF	4393	925-238-DSF	16 198,64	Récupération d'avance forfaitaire
1097	925-2317-DSF	338	925-238-DSF	17 005,28	Récupération d'avance forfaitaire
18791	925-2317-DSF	2388	925-238-DSF	17 320,38	Récupération d'avance forfaitaire
44657	925-2317-DSF	4478	925-238-DSF	19 351,27	Récupération d'avance forfaitaire

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

1953	925-2317-DSF	463	925-238-DSF	19 533,54	Récupération d'avance forfaitaire
35159	925-2317-DSF	3773	925-238-DSF	19 639,71	Récupération d'avance forfaitaire
12199	925-2317-DSF	1701	925-238-DSF	19 734,00	Récupération d'avance forfaitaire
18359	925-2317-DSF	2337	925-238-DSF	20 272,63	Récupération d'avance forfaitaire
14703	925-2317-DSF	1986	925-238-DSF	20 399,13	Récupération d'avance forfaitaire
37132	925-2317-DSF	4038	925-238-DSF	22 441,97	Récupération d'avance forfaitaire
36466	925-2317-DSF	3816	925-238-DSF	23 433,34	Récupération d'avance forfaitaire
37457	925-2317-DSF	4048 et 4051	925-238-DSF	23 487,66	Récupération d'avance forfaitaire
22436	925-2317-DSF	2651	925-238-DSF	23 744,88	Récupération d'avance forfaitaire
22435	925-2317-DSF	2650	925-238-DSF	24 878,58	Récupération d'avance forfaitaire
14705	925-2317-DSF	1985	925-238-DSF	25 478,94	Récupération d'avance forfaitaire
16100	925-2317-DSF	2050	925-238-DSF	25 761,72	Récupération d'avance forfaitaire
11092	925-2317-DSF	1626	925-238-DSF	27 486,84	Récupération d'avance forfaitaire
10799	925-2317-DSF	1625	925-238-DSF	28 421,65	Récupération d'avance forfaitaire
44656	925-2317-DSF	4477	925-238-DSF	30 097,98	Récupération d'avance forfaitaire
1098	925-2317-DSF	337	925-238-DSF	33 041,26	Récupération d'avance forfaitaire
27235	925-2317-DSF	3171	925-238-DSF	39 097,36	Récupération d'avance forfaitaire
25791	925-2317-DSF	2874	925-238-DSF	42 102,54	Récupération d'avance forfaitaire
35880	925-2317-DSF	3793	925-238-DSF	42 838,46	Récupération d'avance forfaitaire
5967	925-2317-DSF	1109	925-238-DSF	43 592,44	Récupération d'avance forfaitaire
17599	925-2317-DSF	2269	925-238-DSF	44 038,32	Récupération d'avance forfaitaire
32906	925-2317-DSF	3673	925-238-DSF	44 536,38	Récupération d'avance forfaitaire
5969	925-2317-DSF	1107	925-238-DSF	46 836,57	Récupération d'avance forfaitaire
26138	925-2317-DSF	2990	925-238-DSF	50 880,06	Récupération d'avance forfaitaire
40866	925-2317-DSF	4377	925-238-DSF	56 536,24	Récupération d'avance forfaitaire
37459	925-2317-DSF	4045	925-238-DSF	58 803,73	Récupération d'avance forfaitaire
37539	925-2317-DSF	4052	925-238-DSF	62 168,32	Récupération d'avance forfaitaire
18032	925-2317-DSF	2310	925-238-DSF	67 103,56	Récupération d'avance forfaitaire
34582	925-2317-DSF	3753	925-238-DSF	70 349,34	Récupération d'avance forfaitaire
45817	925-2317-DSF	4621	925-238-DSF	77 559,69	Récupération d'avance forfaitaire
42138	925-2317-DSF	4407	925-238-DSF	81 544,15	Récupération d'avance forfaitaire
18570	925-2317-DSF	2351	925-238-DSF	86 081,91	Récupération d'avance forfaitaire
38557	925-2317-DSF	4097	925-238-DSF	98 984,25	Récupération d'avance forfaitaire
37460	925-2317-DSF	4046	925-238-DSF	99 185,91	Récupération d'avance forfaitaire
30182	925-2317-DSF	3437	925-238-DSF	102 112,35	Récupération d'avance forfaitaire
45276	925-2317-DSF	4606	925-238-DSF	103 597,20	Récupération d'avance forfaitaire
43016	925-2317-DSF	4445	925-238-DSF	116 124,74	Récupération d'avance forfaitaire

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

15082	925-2317-DSF	2036	925-238-DSF	122 080,26	Récupération d'avance forfaitaire
34996	925-2317-DSF	3762	925-238-DSF	124 218,76	Récupération d'avance forfaitaire
25308	925-2317-DSF	2851	925-238-DSF	132 814,78	Récupération d'avance forfaitaire
45277	925-2317-DSF	4605	925-238-DSF	137 949,67	Récupération d'avance forfaitaire
34995	925-2317-DSF	3761	925-238-DSF	155 782,74	Récupération d'avance forfaitaire
34022	925-2317-DSF	3729	925-238-DSF	191 307,15	Récupération d'avance forfaitaire
15777	925-2317-DSF	2049	925-238-DSF	216 102,07	Récupération d'avance forfaitaire
21226	925-2317-DSF	2608	925-238-DSF	260 089,90	Récupération d'avance forfaitaire
27236	925-2317-DSF	3170	925-238-DSF	263 376,78	Récupération d'avance forfaitaire
10801	925-2317-DSF	1623	925-238-DSF	302 576,84	Récupération d'avance forfaitaire
6132	925-2317-DSF	1162	925-238-DSF	304 168,75	Récupération d'avance forfaitaire
24661	925-2317-DSF	2799	925-238-DSF	321 477,37	Récupération d'avance forfaitaire
42137	925-2317-DSF	4408	925-238-DSF	343 216,40	Récupération d'avance forfaitaire
38399	925-2317-DSF	4089	925-238-DSF	422 835,11	Récupération d'avance forfaitaire
5048	925-2317-DSF	1101	925-238-DSF	579 841,06	Récupération d'avance forfaitaire
2692	925-2317-DSF	596	925-238-DSF	611 857,31	Récupération d'avance forfaitaire
Total :				8559553,89	

* Les marchés passés par la Région font l'objet d'avances forfaitaires mandatées sur le compte 238 "avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles". Lors de la réalisation des prestations, le compte 238 est crédité (émission d'un titre de recette) par le débit du compte d'imputation définitif des travaux ou acquisitions (compte 23 ou 21).

7 - Intégration et cessions à titre gratuit terrains et immeubles

Bien n° 172

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49030	925 - 20441 - DSF	5171	925 - 21312 - DSF	64 000,00	Cession a titre gratuit lgt LP Bertin à Wingles

Bien n° 78

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
36753	925 - 2111 - DSF	3994	925 - 1324 - DSF	242 329,00	Intégration terrain sis rue St Marcel à Hautmont

Bien n° 51

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
36459	925 - 2111 - DSF	3815	925 - 1324 - DSF	4 432,00	Intégration Lycee HQE de Caudry

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

Bien n° 15171

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
36754	925 - 21314- DSF	3995	925 - 1324 - DSF	200 000,00	Intégration terrain bvd de Paris à Lillers

8 - Intégration frais d'étude et d'insertion

N° Mandat	Ligne budgétaire	N° Titre	Ligne budgétaire	Montant	Objet
49244	925-21311-DSF	5423	925-2033-DSF	297,00	TRANSFERT FICHE 11273
49257	925-21311-DSF	5436	925-2033-DSF	360,46	TRANSFERT FICHE 12297
49266	925-21311-DSF	5445	925-2033-DSF	551,25	TRANSFERT FICHE 13319
49260	925-21311-DSF	5439	925-2033-DSF	830,80	TRANSFERT FICHE 12655
49048	925-21311-DSF	5226	925-2031-DSF	873,08	TRANSFERT FICHE 12223
49258	925-21311-DSF	5437	925-2033-DSF	884,35	TRANSFERT FICHE 12653
49247	925-21311-DSF	5426	925-2033-DSF	980,21	TRANSFERT FICHE 12153
49265	925-21311-DSF	5444	925-2033-DSF	997,75	TRANSFERT FICHE 13317
49249	925-21311-DSF	5428	925-2033-DSF	1 019,80	TRANSFERT FICHE 12162
49253	925-21311-DSF	5432	925-2033-DSF	1 122,90	TRANSFERT FICHE 12167
49248	925-21311-DSF	5427	925-2033-DSF	1 351,83	TRANSFERT FICHE 12154
49254	925-21311-DSF	5433	925-2033-DSF	1 384,92	TRANSFERT FICHE 12169
49252	925-21311-DSF	5431	925-2033-DSF	1 459,77	TRANSFERT FICHE 12166
49245	925-21311-DSF	5424	925-2033-DSF	1 523,70	TRANSFERT FICHE 12147
49246	925-21311-DSF	5425	925-2033-DSF	1 756,41	TRANSFERT FICHE 12150
49263	925-21311-DSF	5442	925-2033-DSF	2 260,44	TRANSFERT FICHE 13281
49264	925-21311-DSF	5443	925-2033-DSF	2 785,21	TRANSFERT FICHE 13292
49250	925-21311-DSF	5429	925-2033-DSF	2 882,11	TRANSFERT FICHE 12164
49262	925-21311-DSF	5441	925-2033-DSF	3 287,78	TRANSFERT FICHE 13279
49251	925-21311-DSF	5430	925-2033-DSF	3 626,03	TRANSFERT FICHE 12165
49259	925-21311-DSF	5438	925-2033-DSF	3 626,03	TRANSFERT FICHE 12654
49255	925-21311-DSF	5434	925-2033-DSF	3 696,21	TRANSFERT FICHE 12172
49046	925-21311-DSF	5224	925-2031-DSF	4 000,62	TRANSFERT FICHE 12093
49256	925-21311-DSF	5435	925-2033-DSF	4 936,08	TRANSFERT FICHE 12216
49261	925-21311-DSF	5440	925-2033-DSF	4 959,48	TRANSFERT FICHE 13277
49267	925-21311-DSF	5446	925-2033-DSF	5 029,66	TRANSFERT FICHE 13336
49044	925-21311-DSF	5222	925-2031-DSF	5 698,94	TRANSFERT FICHE 11815
49047	925-21311-DSF	5225	925-2031-DSF	7 741,11	TRANSFERT FICHE 12128
49045	925-21311-DSF	5223	925-2031-DSF	11 589,24	TRANSFERT FICHE 11926

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

49053	925-21311-DSF	5233	925-2031-DSF	15 833,88	TRANSFERT FICHE 13477
49049	925-21311-DSF	5229	925-2031-DSF	16 136,32	TRANSFERT FICHE 12664
49050	925-21311-DSF	5230	925-2031-DSF	25 656,96	TRANSFERT FICHE 12665
49051	925-21311-DSF	5231	925-2031-DSF	35 952,49	TRANSFERT FICHE 13135
49052	925-21311-DSF	5232	925-2031-DSF	46 339,02	TRANSFERT FICHE 13142
49054	925-21311-DSF	5234	925-2031-DSF	63 562,59	TRANSFERT FICHE 13478
49125	925-21312-DSF	5306	925-2031-DSF	249,06	TRANSFERT FICHE 12719
49126	925-21312-DSF	5308	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12740
49127	925-21312-DSF	5309	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12743
49128	925-21312-DSF	5310	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12752
49057	925-21312-DSF	5265	925-2031-DSF	256,96	TRANSFERT FICHE 11200
49064	925-21312-DSF	5288	925-2031-DSF	498,34	TRANSFERT FICHE 11744
49129	925-21312-DSF	5312	925-2031-DSF	504,58	TRANSFERT FICHE 12828
49123	925-21312-DSF	5302	925-2031-DSF	689,56	TRANSFERT FICHE 12676
49268	925-21312-DSF	5251	925-2031-DSF	851,98	TRANSFERT FICHE 11029
49062	925-21312-DSF	5286	925-2031-DSF	1 335,43	TRANSFERT FICHE 11742
49059	925-21312-DSF	5276	925-2031-DSF	1 769,84	TRANSFERT FICHE 11392
49063	925-21312-DSF	5287	925-2031-DSF	1 849,36	TRANSFERT FICHE 11743
49130	925-21312-DSF	5315	925-2031-DSF	4 060,42	TRANSFERT FICHE 13293
49131	925-21312-DSF	5414	925-2033-DSF	6 387,08	TRANSFERT FICHE 4382
49058	925-21312-DSF	5269	925-2031-DSF	7 094,57	TRANSFERT FICHE 11233
49065	925-21312-DSF	5301	925-2031-DSF	7 813,54	TRANSFERT FICHE 12613
49061	925-21312-DSF	5280	925-2031-DSF	19 356,80	TRANSFERT FICHE 11623
49124	925-21312-DSF	5305	925-2031-DSF	51 293,44	TRANSFERT FICHE 12718
49060	925-21312-DSF	5277	925-2031-DSF	52 083,43	TRANSFERT FICHE 11432
49056	925-21312-DSF	5260	925-2031-DSF	64 631,85	TRANSFERT FICHE 11107
49055	925-21312-DSF	5256	925-2031-DSF	88 599,46	TRANSFERT FICHE 11103
49276	925-21314-DSF	5454	925-2033-DSF	327,60	TRANSFERT FICHE 12159
49277	925-21314-DSF	5455	925-2033-DSF	337,05	TRANSFERT FICHE 12160
49288	925-21314-DSF	5466	925-2033-DSF	689,85	TRANSFERT FICHE 13301
49289	925-21314-DSF	5467	925-2033-DSF	798,65	TRANSFERT FICHE 13325
49269	925-21314-DSF	5447	925-2033-DSF	803,71	TRANSFERT FICHE 12148
49270	925-21314-DSF	5448	925-2033-DSF	803,71	TRANSFERT FICHE 12149
49275	925-21314-DSF	5453	925-2033-DSF	824,50	TRANSFERT FICHE 12157

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

49285	925-21314-DSF	5463	925-2033-DSF	874,72	TRANSFERT FICHE 13130
49284	925-21314-DSF	5462	925-2033-DSF	934,75	TRANSFERT FICHE 13129
49272	925-21314-DSF	5450	925-2033-DSF	940,74	TRANSFERT FICHE 12152
49286	925-21314-DSF	5464	925-2033-DSF	950,50	TRANSFERT FICHE 13131
49271	925-21314-DSF	5449	925-2033-DSF	977,58	TRANSFERT FICHE 12151
49278	925-21314-DSF	5456	925-2033-DSF	982,00	TRANSFERT FICHE 12161
49290	925-21314-DSF	5468	925-2033-DSF	1 008,25	TRANSFERT FICHE 13485
49279	925-21314-DSF	5457	925-2033-DSF	1 111,20	TRANSFERT FICHE 12163
49273	925-21314-DSF	5451	925-2033-DSF	1 252,37	TRANSFERT FICHE 12155
49274	925-21314-DSF	5452	925-2033-DSF	1 270,46	TRANSFERT FICHE 12156
49070	925-21314-DSF	5239	925-2031-DSF	1 439,98	TRANSFERT FICHE 11001
49280	925-21314-DSF	5458	925-2033-DSF	1 703,06	TRANSFERT FICHE 12168
49281	925-21314-DSF	5459	925-2033-DSF	1 721,79	TRANSFERT FICHE 12170
49283	925-21314-DSF	5461	925-2033-DSF	2 117,14	TRANSFERT FICHE 12303
49287	925-21314-DSF	5465	925-2033-DSF	2 222,41	TRANSFERT FICHE 13296
49072	925-21314-DSF	5241	925-2031-DSF	2 427,88	TRANSFERT FICHE 11003
49282	925-21314-DSF	5460	925-2033-DSF	2 975,70	TRANSFERT FICHE 12215
49073	925-21314-DSF	5242	925-2031-DSF	3 929,40	TRANSFERT FICHE 11855
49069	925-21314-DSF	5238	925-2031-DSF	8 279,91	TRANSFERT FICHE 11000
49068	925-21314-DSF	5237	925-2031-DSF	9 173,32	TRANSFERT FICHE 10999
49066	925-21314-DSF	5235	925-2031-DSF	12 638,18	TRANSFERT FICHE 10969
49074	925-21314-DSF	5243	925-2031-DSF	16 226,73	TRANSFERT FICHE 12672
49067	925-21314-DSF	5236	925-2031-DSF	33 057,53	TRANSFERT FICHE 10993
49071	925-21314-DSF	5240	925-2031-DSF	46 941,78	TRANSFERT FICHE 11002
49295	925-21318-DSF	5481	925-2033-DSF	3 744,17	TRANSFERT FICHE 11724
49296	925-21318-DSF	5482	925-2033-DSF	5 018,53	TRANSFERT FICHE 11725
49076	925-21318-DSF	5247	925-2031-DSF	6 410,56	TRANSFERT FICHE 7913
49293	925-21318-DSF	5471	925-2033-DSF	7 359,03	TRANSFERT FICHE 13198
49292	925-21318-DSF	5470	925-2033-DSF	10 904,20	TRANSFERT FICHE 13197
49291	925-21318-DSF	5469	925-2033-DSF	14 604,59	TRANSFERT FICHE 11654
49077	925-21318-DSF	5248	925-2031-DSF	17 696,57	TRANSFERT FICHE 12865
49294	925-21318-DSF	5480	925-2033-DSF	32 455,26	TRANSFERT FICHE 9167
49078	925-21318-DSF	5249	925-2031-DSF	177 797,36	TRANSFERT FICHE 12978
49075	925-21318-DSF	5244	925-2031-DSF	991 933,78	TRANSFERT FICHE 10926
49297	925-217311-DSF	5472	925-2033-DSF	1 010,35	TRANSFERT FICHE 12426

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

49215	925-217312-DSF	5393	925-2031-DSF	38,65	TRANSFERT FICHE 13184
49217	925-217312-DSF	5413	925-2033-DSF	42,00	TRANSFERT FICHE 11723
49185	925-217312-DSF	5363	925-2031-DSF	167,64	TRANSFERT FICHE 11748
49113	925-217312-DSF	5292	925-2031-DSF	209,97	TRANSFERT FICHE 11851
49135	925-217312-DSF	5311	925-2031-DSF	249,06	TRANSFERT FICHE 12828
49202	925-217312-DSF	5380	925-2031-DSF	249,28	TRANSFERT FICHE 12702
49203	925-217312-DSF	5381	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12737
49204	925-217312-DSF	5382	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12738
49205	925-217312-DSF	5383	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12739
49206	925-217312-DSF	5384	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12741
49207	925-217312-DSF	5385	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12742
49208	925-217312-DSF	5386	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12744
49209	925-217312-DSF	5387	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12748
49210	925-217312-DSF	5388	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12753
49211	925-217312-DSF	5389	925-2031-DSF	249,74	TRANSFERT FICHE 12754
49162	925-217312-DSF	5340	925-2031-DSF	313,03	TRANSFERT FICHE 11142
49213	925-217312-DSF	5391	925-2031-DSF	317,47	TRANSFERT FICHE 12974
49220	925-217312-DSF	5396	925-2031-DSF	322,56	TRANSFERT FICHE 2814
49167	925-217312-DSF	5345	925-2031-DSF	382,82	TRANSFERT FICHE 11235
49212	925-217312-DSF	5390	925-2031-DSF	388,82	TRANSFERT FICHE 12973
49112	925-217312-DSF	5291	925-2031-DSF	398,62	TRANSFERT FICHE 11751
49183	925-217312-DSF	5361	925-2031-DSF	399,84	TRANSFERT FICHE 11745
49201	925-217312-DSF	5379	925-2031-DSF	456,33	TRANSFERT FICHE 12684
49115	925-217312-DSF	5294	925-2031-DSF	499,01	TRANSFERT FICHE 12110
49105	925-217312-DSF	5281	925-2031-DSF	516,28	TRANSFERT FICHE 11624
49236	925-217312-DSF	5415	925-2033-DSF	665,15	TRANSFERT FICHE 5849
49216	925-217312-DSF	5412	925-2033-DSF	896,00	TRANSFERT FICHE 11386
49188	925-217312-DSF	5366	925-2031-DSF	1 294,52	TRANSFERT FICHE 11775
49136	925-217312-DSF	5313	925-2031-DSF	1 392,59	TRANSFERT FICHE 12965
49193	925-217312-DSF	5371	925-2031-DSF	1 576,58	TRANSFERT FICHE 11852
49199	925-217312-DSF	5377	925-2031-DSF	1 821,77	TRANSFERT FICHE 12281
49181	925-217312-DSF	5359	925-2031-DSF	1 908,49	TRANSFERT FICHE 11656
49234	925-217312-DSF	5410	925-2031-DSF	2 092,30	TRANSFERT FICHE 9416
49231	925-217312-DSF	5407	925-2031-DSF	2 092,57	TRANSFERT FICHE 7098
49198	925-217312-DSF	5376	925-2031-DSF	2 404,95	TRANSFERT FICHE 12279
49186	925-217312-DSF	5364	925-2031-DSF	2 555,17	TRANSFERT FICHE 11749
49171	925-217312-DSF	5349	925-2031-DSF	2 631,20	TRANSFERT FICHE 11391

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

49099	925-217312-DSF	5272	925-2031-DSF	2 668,59	TRANSFERT FICHE 11267
49079	925-217312-DSF	5227	925-2031-DSF	2 771,77	TRANSFERT FICHE 12528
49108	925-217312-DSF	5284	925-2031-DSF	2 786,22	TRANSFERT FICHE 11721
49083	925-217312-DSF	5252	925-2031-DSF	3 061,62	TRANSFERT FICHE 11078
49138	925-217312-DSF	5316	925-2031-DSF	3 155,95	TRANSFERT FICHE 13483
49242	925-217312-DSF	5421	925-2033-DSF	3 196,62	TRANSFERT FICHE 4344
49239	925-217312-DSF	5418	925-2033-DSF	3 209,74	TRANSFERT FICHE 1546
49137	925-217312-DSF	5314	925-2031-DSF	3 438,50	TRANSFERT FICHE 12966
49228	925-217312-DSF	5404	925-2031-DSF	3 470,65	TRANSFERT FICHE 6495
49196	925-217312-DSF	5374	925-2031-DSF	3 711,34	TRANSFERT FICHE 12060
49092	925-217312-DSF	5263	925-2031-DSF	3 769,25	TRANSFERT FICHE 11132
49214	925-217312-DSF	5392	925-2031-DSF	3 964,74	TRANSFERT FICHE 13143
49109	925-217312-DSF	5285	925-2031-DSF	3 984,69	TRANSFERT FICHE 11729
49222	925-217312-DSF	5398	925-2031-DSF	4 072,35	TRANSFERT FICHE 4143
49175	925-217312-DSF	5353	925-2031-DSF	4 380,70	TRANSFERT FICHE 11547
49190	925-217312-DSF	5368	925-2031-DSF	4 383,96	TRANSFERT FICHE 11804
49080	925-217312-DSF	5228	925-2031-DSF	4 486,82	TRANSFERT FICHE 12586
49187	925-217312-DSF	5365	925-2031-DSF	4 704,39	TRANSFERT FICHE 11754
49156	925-217312-DSF	5334	925-2031-DSF	4 721,97	TRANSFERT FICHE 11079
49091	925-217312-DSF	5262	925-2031-DSF	4 761,00	TRANSFERT FICHE 11112
49133	925-217312-DSF	5304	925-2031-DSF	4 798,81	TRANSFERT FICHE 12717
49235	925-217312-DSF	5411	925-2031-DSF	4 898,97	TRANSFERT FICHE 9419
49224	925-217312-DSF	5400	925-2031-DSF	5 135,19	TRANSFERT FICHE 4379
49237	925-217312-DSF	5416	925-2033-DSF	5 171,29	TRANSFERT FICHE 1339
49179	925-217312-DSF	5357	925-2031-DSF	5 475,19	TRANSFERT FICHE 11652
49232	925-217312-DSF	5408	925-2031-DSF	6 448,28	TRANSFERT FICHE 9226
49144	925-217312-DSF	5322	925-2031-DSF	6 492,33	TRANSFERT FICHE 11025
49227	925-217312-DSF	5403	925-2031-DSF	6 500,69	TRANSFERT FICHE 5440
49189	925-217312-DSF	5367	925-2031-DSF	7 012,83	TRANSFERT FICHE 11789
49184	925-217312-DSF	5362	925-2031-DSF	7 045,42	TRANSFERT FICHE 11747
49174	925-217312-DSF	5352	925-2031-DSF	7 185,51	TRANSFERT FICHE 11527
49106	925-217312-DSF	5282	925-2031-DSF	7 709,10	TRANSFERT FICHE 11653
49238	925-217312-DSF	5417	925-2033-DSF	8 030,00	TRANSFERT FICHE 1360
49088	925-217312-DSF	5258	925-2031-DSF	8 206,28	TRANSFERT FICHE 11105
49114	925-217312-DSF	5293	925-2031-DSF	8 377,28	TRANSFERT FICHE 11856
49240	925-217312-DSF	5419	925-2033-DSF	9 067,17	TRANSFERT FICHE 1559
49134	925-217312-DSF	5307	925-2031-DSF	9 606,96	TRANSFERT FICHE 12729

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

49191	925-217312-DSF	5369	925-2031-DSF	9 626,03	TRANSFERT FICHE 11807
49084	925-217312-DSF	5253	925-2031-DSF	9 791,83	TRANSFERT FICHE 11082
49132	925-217312-DSF	5303	925-2031-DSF	10 244,53	TRANSFERT FICHE 12716
49182	925-217312-DSF	5360	925-2031-DSF	10 760,42	TRANSFERT FICHE 11687
49089	925-217312-DSF	5259	925-2031-DSF	10 797,28	TRANSFERT FICHE 11106
49104	925-217312-DSF	5279	925-2031-DSF	10 939,50	TRANSFERT FICHE 11565
49221	925-217312-DSF	5397	925-2031-DSF	11 059,41	TRANSFERT FICHE 4098
49229	925-217312-DSF	5405	925-2031-DSF	11 091,42	TRANSFERT FICHE 6687
49226	925-217312-DSF	5402	925-2031-DSF	11 461,95	TRANSFERT FICHE 5093
49230	925-217312-DSF	5406	925-2031-DSF	12 259,33	TRANSFERT FICHE 6925
49147	925-217312-DSF	5325	925-2031-DSF	12 351,25	TRANSFERT FICHE 11033
49169	925-217312-DSF	5347	925-2031-DSF	13 789,73	TRANSFERT FICHE 11279
49197	925-217312-DSF	5375	925-2031-DSF	13 791,59	TRANSFERT FICHE 12187
49225	925-217312-DSF	5401	925-2031-DSF	14 357,90	TRANSFERT FICHE 4836
49110	925-217312-DSF	5289	925-2031-DSF	14 727,89	TRANSFERT FICHE 11746
49166	925-217312-DSF	5344	925-2031-DSF	15 292,18	TRANSFERT FICHE 11184
49149	925-217312-DSF	5327	925-2031-DSF	17 370,63	TRANSFERT FICHE 11039
49107	925-217312-DSF	5283	925-2031-DSF	17 492,25	TRANSFERT FICHE 11666
49223	925-217312-DSF	5399	925-2031-DSF	17 681,00	TRANSFERT FICHE 4339
49161	925-217312-DSF	5339	925-2031-DSF	17 727,53	TRANSFERT FICHE 11140
49233	925-217312-DSF	5409	925-2031-DSF	18 734,14	TRANSFERT FICHE 9276
49157	925-217312-DSF	5335	925-2031-DSF	19 524,43	TRANSFERT FICHE 11080
49100	925-217312-DSF	5273	925-2031-DSF	19 687,38	TRANSFERT FICHE 11333
49142	925-217312-DSF	5320	925-2031-DSF	20 802,74	TRANSFERT FICHE 11020
49172	925-217312-DSF	5350	925-2031-DSF	20 925,19	TRANSFERT FICHE 11525
49200	925-217312-DSF	5378	925-2031-DSF	20 935,52	TRANSFERT FICHE 12614
49095	925-217312-DSF	5267	925-2031-DSF	21 252,84	TRANSFERT FICHE 11221
49195	925-217312-DSF	5373	925-2031-DSF	21 406,69	TRANSFERT FICHE 12054
49140	925-217312-DSF	5318	925-2031-DSF	23 162,33	TRANSFERT FICHE 11010
49121	925-217312-DSF	5300	925-2031-DSF	23 962,72	TRANSFERT FICHE 12189
49120	925-217312-DSF	5299	925-2031-DSF	25 236,60	TRANSFERT FICHE 12181
49094	925-217312-DSF	5266	925-2031-DSF	25 359,99	TRANSFERT FICHE 11210
49155	925-217312-DSF	5333	925-2031-DSF	25 616,20	TRANSFERT FICHE 11073
49082	925-217312-DSF	5250	925-2031-DSF	25 782,21	TRANSFERT FICHE 11009
49102	925-217312-DSF	5275	925-2031-DSF	26 290,58	TRANSFERT FICHE 11389
49218	925-217312-DSF	5394	925-2031-DSF	28 950,88	TRANSFERT FICHE 6749
49219	925-217312-DSF	5395	925-2031-DSF	30 792,92	TRANSFERT FICHE 9752

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

49176	925-217312-DSF	5354	925-2031-DSF	30 864,82	TRANSFERT FICHE 11548
49163	925-217312-DSF	5341	925-2031-DSF	31 992,85	TRANSFERT FICHE 11178
49101	925-217312-DSF	5274	925-2031-DSF	32 617,52	TRANSFERT FICHE 11336
49160	925-217312-DSF	5338	925-2031-DSF	32 771,66	TRANSFERT FICHE 11137
49111	925-217312-DSF	5290	925-2031-DSF	35 919,16	TRANSFERT FICHE 11750
49243	925-217312-DSF	5422	925-2033-DSF	36 820,12	TRANSFERT FICHE 4353
49143	925-217312-DSF	5321	925-2031-DSF	38 014,99	TRANSFERT FICHE 11021
49150	925-217312-DSF	5328	925-2031-DSF	39 730,28	TRANSFERT FICHE 11045
49165	925-217312-DSF	5343	925-2031-DSF	41 889,79	TRANSFERT FICHE 11181
49148	925-217312-DSF	5326	925-2031-DSF	45 632,76	TRANSFERT FICHE 11037
49145	925-217312-DSF	5323	925-2031-DSF	46 867,23	TRANSFERT FICHE 11027
49093	925-217312-DSF	5264	925-2031-DSF	47 316,85	TRANSFERT FICHE 11143
49141	925-217312-DSF	5319	925-2031-DSF	47 444,11	TRANSFERT FICHE 11011
49173	925-217312-DSF	5351	925-2031-DSF	49 157,37	TRANSFERT FICHE 11526
49194	925-217312-DSF	5372	925-2031-DSF	50 494,89	TRANSFERT FICHE 11937
49119	925-217312-DSF	5298	925-2031-DSF	51 008,05	TRANSFERT FICHE 12179
49081	925-217312-DSF	5245	925-2031-DSF	51 129,00	TRANSFERT FICHE 12315
49090	925-217312-DSF	5261	925-2031-DSF	52 467,27	TRANSFERT FICHE 11111
49158	925-217312-DSF	5336	925-2031-DSF	53 522,73	TRANSFERT FICHE 11122
49180	925-217312-DSF	5358	925-2031-DSF	53 624,07	TRANSFERT FICHE 11655
49085	925-217312-DSF	5254	925-2031-DSF	54 019,93	TRANSFERT FICHE 11085
49097	925-217312-DSF	5270	925-2031-DSF	56 061,61	TRANSFERT FICHE 11234
49103	925-217312-DSF	5278	925-2031-DSF	61 617,49	TRANSFERT FICHE 11437
49098	925-217312-DSF	5271	925-2031-DSF	66 364,67	TRANSFERT FICHE 11253
49096	925-217312-DSF	5268	925-2031-DSF	66 409,05	TRANSFERT FICHE 11224
49118	925-217312-DSF	5297	925-2031-DSF	86 508,87	TRANSFERT FICHE 12178
49116	925-217312-DSF	5295	925-2031-DSF	87 245,98	TRANSFERT FICHE 12132
49159	925-217312-DSF	5337	925-2031-DSF	89 633,05	TRANSFERT FICHE 11123
49168	925-217312-DSF	5346	925-2031-DSF	92 033,55	TRANSFERT FICHE 11277
49192	925-217312-DSF	5370	925-2031-DSF	95 395,97	TRANSFERT FICHE 11836
49170	925-217312-DSF	5348	925-2031-DSF	96 577,90	TRANSFERT FICHE 11390
49117	925-217312-DSF	5296	925-2031-DSF	112 971,91	TRANSFERT FICHE 12176
49153	925-217312-DSF	5331	925-2031-DSF	115 483,36	TRANSFERT FICHE 11050
49086	925-217312-DSF	5255	925-2031-DSF	117 991,77	TRANSFERT FICHE 11086
49087	925-217312-DSF	5257	925-2031-DSF	130 441,74	TRANSFERT FICHE 11104
49177	925-217312-DSF	5355	925-2031-DSF	131 496,07	TRANSFERT FICHE 11549
49152	925-217312-DSF	5330	925-2031-DSF	157 082,60	TRANSFERT FICHE 11049

Opérations d'ordre de l'exercice 2010

49154	925-217312-DSF	5332	925-2031-DSF	176 740,57	TRANSFERT FICHE 11066
49151	925-217312-DSF	5329	925-2031-DSF	221 202,88	TRANSFERT FICHE 11046
49146	925-217312-DSF	5324	925-2031-DSF	227 116,76	TRANSFERT FICHE 11031
49178	925-217312-DSF	5356	925-2031-DSF	229 027,37	TRANSFERT FICHE 11551
49164	925-217312-DSF	5342	925-2031-DSF	274 533,50	TRANSFERT FICHE 11180
49139	925-217312-DSF	5317	925-2031-DSF	608 617,93	TRANSFERT FICHE 10995
49241	925-217312-DSF	5420	925-2033-DSF	2 089 887,53	TRANSFERT FICHE 4340
49300	925-217314-DSF	5475	925-2033-DSF	65,00	TRANSFERT FICHE 13333
49301	925-217314-DSF	5476	925-2033-DSF	65,00	TRANSFERT FICHE 13334
49302	925-217314-DSF	5477	925-2033-DSF	65,00	TRANSFERT FICHE 13337
49298	925-217314-DSF	5473	925-2033-DSF	3 976,94	TRANSFERT FICHE 12171
49299	925-217314-DSF	5474	925-2033-DSF	6 215,86	TRANSFERT FICHE 12968
49304	925-217318-DSF	5479	925-2033-DSF	65,00	TRANSFERT FICHE 12158
49303	925-217318-DSF	5478	925-2033-DSF	725,21	TRANSFERT FICHE 12969
49122	925-217318-DSF	5246	925-2031-DSF	221 607,02	TRANSFERT FICHE 11491
			Total :	9 451 708,32	

LEXIQUE

Compte Administratif et Compte de Gestion

La comptabilité de la Région est une comptabilité de droits constatés : elle enregistre non pas des mouvements de fonds effectifs mais des ordres donnés au comptable (mandats et titres de recettes).

En conformité avec les principes de base du droit public budgétaire, l'exécution des opérations budgétaires de la Région est assurée par deux agents distincts et séparés : l'ordonnateur et le comptable.

Le président du Conseil Régional exerce les fonctions d'ordonnateur : il est chargé de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses ainsi que de la constatation des recettes, dont il prescrit l'exécution. Le payeur régional, en sa qualité de comptable public, assure la prise en charge et le recouvrement des recettes, le paiement effectif des dépenses et les opérations de trésorerie.

L'incompatibilité de ces deux fonctions et leur stricte séparation constituent un principe fondamental de l'organisation budgétaire et comptable des administrations publiques. Sa mise en œuvre nécessite la tenue de deux comptabilités distinctes et une présentation séparée des comptes à la clôture de chaque exercice, dans un document propre à l'ordonnateur et au comptable.

Le compte administratif, présenté par le président du Conseil Régional, retrace l'exécution du budget, c'est-à-dire l'ensemble des mandats de dépenses et des titres de recettes.

Le compte de gestion, établi par le payeur régional, décrit l'ensemble des mouvements de fonds qui en résultent. Ainsi, compte administratif et compte de gestion retracent les mouvements budgétaires de manière identique. En revanche, les opérations non budgétaires, telles que la gestion du patrimoine, l'enregistrement des flux de trésorerie ou l'établissement du bilan, ne figurent que dans le compte de gestion.

Autorisations budgétaires totales (A.B.T)

Les autorisations budgétaires totales correspondent au cumul des crédits de dépenses autorisés par l'Assemblée régionale et comprennent le budget primitif et les décisions modificatives.

Autorisations de programme (A.P.) et Autorisations d'engagement (A.E.)

Les autorisations de programme (section d'investissement) et autorisations d'engagement (section de fonctionnement) déterminent les crédits que la Région souhaite allouer à la mise en œuvre des programmes d'investissement et de fonctionnement. Elles représentent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être affectées.

L'affectation d'une autorisation de programme ou d'engagement constitue la décision de l'Assemblée délibérante de mettre en réserve un montant de crédits destinés à la réalisation d'une opération déterminée.

A chaque autorisation de programme et d'engagement correspond un échéancier de crédits de paiement.

Crédits de Paiement (C.P.)

Les crédits de paiement représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées au cours d'un exercice donné pour couvrir les engagements pris dans le cadre des autorisations de programme ou d'engagement correspondantes.

C'est à ce niveau que s'apprécie l'équilibre budgétaire.

Dépenses et recettes réelles ou d'ordre

Les dépenses et les recettes budgétaires sont constituées d'opérations réelles et d'opérations d'ordre.

Les opérations d'ordre, qui sont traditionnellement exclues des analyses budgétaires, correspondent à des jeux d'écritures comptables n'impliquant ni encaissement ni décaissement effectif.

Dépenses d'équipement brut

Les dépenses d'équipement brut comprennent les acquisitions de biens meubles et immeubles, les travaux en cours de réalisation y compris les versements d'avances payées à des tiers au titre de la délégation de maîtrise d'ouvrage, ainsi que les subventions d'investissement versées.

EONIA (ex TMP (European Overnight Index Average))

Il s'agit d'un taux moyen pondéré des opérations de prêts interbancaires au jour le jour réalisées par 57 banques européennes.

Epargne brute (ou autofinancement brut)

Elle est constituée par la différence entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. Elle s'apparente à la capacité d'autofinancement d'une entreprise ou à l'épargne disponible d'un ménage et contribue à l'amortissement du capital de la dette et au financement des investissements.

Epargne nette

Elle correspond à l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette. L'excédent dégagé détermine la capacité d'autofinancement des investissements.

EURIBOR (European interbank offered rate ou taux interbancaire offert européen)

C'est un indicateur des taux offerts aux banques sur le marché monétaire sur une durée de un à douze mois. Il est égal à la moyenne simple des taux offerts par 57 banques européennes. Il remplace le PIBOR.

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le FCTVA a pour objet le remboursement par l'Etat aux Collectivités Locales et à leurs groupements de la TVA acquittée sur leurs investissements.

L'assiette de cette dotation est constituée par les dépenses réelles d'équipement (acquisitions et travaux) réalisées durant la pénultième année, à l'exclusion de celles qui n'ont pas pour effet d'accroître le patrimoine de la Collectivité.

Ainsi, ne peuvent donner lieu à récupération de TVA, ni les travaux réalisés pour le compte de tiers, ni l'acquisition de biens mis à disposition auprès de tiers non éligibles au FCTVA.

Les dépenses doivent de plus relever des domaines de compétence de la Collectivité et l'éligibilité au FCTVA des dépenses d'enseignement supérieur est conditionnée par l'existence d'une convention de maîtrise d'ouvrage liant l'Etat et la Région.

Sont enfin déduites de l'assiette les subventions spécifiques de l'Etat (hors dotations de décentralisation).

Ligne de trésorerie

Il s'agit d'un concours financier plafonné mis à la disposition de la Région par un établissement bancaire et destiné à faire face à un besoin ponctuel et éventuel de liquidités, au cours de l'exécution budgétaire. Ce produit permet à la Région de gérer au mieux sa trésorerie en se rapprochant d'une « trésorerie zéro », et de mobiliser l'emprunt au moment opportun.

Notionnel

C'est le montant qui sert de base pour le calcul d'intérêts d'un SWAP. Pour une échéance donnée, il correspond au capital restant dû figurant au tableau d'amortissement du prêt auquel il est adossé.

Recettes définitives

Les recettes définitives sont formées des recettes réelles du budget, à l'exception du montant des emprunts souscrits au cours de l'exercice budgétaire considéré.

Section d'investissement

La section d'investissement retrace les opérations relatives au patrimoine de la Région. Ces opérations concernent notamment les biens mobiliers et immobiliers détenus par la Région, ses créances et ses dettes (remboursement en capital de la dette, souscription d'emprunts...), les fonds de concours et les subventions.

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement enregistre les opérations courantes qui se renouvellent régulièrement, comme le financement des stages de formation professionnelle continue, l'apprentissage, le fonctionnement des lycées ou les dépenses de moyens nécessaires au fonctionnement de la Région.

SWAP

Un SWAP est un échange financier pratiqué entre la Région et une banque afin par exemple, de couvrir la dette régionale contre les fluctuations des taux d'intérêt. Le contrat signé entre les deux parties stipule qu'elles s'échangeront, pendant une durée donnée des flux d'intérêt (l'un des deux étant par exemple fixe et l'autre variable) sur un même capital de référence.

T4M (Taux Moyen Mensuel du Marché Monétaire)

C'est le taux moyen mensuel du marché interbancaire au jour le jour. Il est publié quotidiennement.

TAM (Taux Annuel Monétaire)

C'est un index qui représente la moyenne arithmétique capitalisée des T4M des douze mois précédents.

DONNEES SYNTHETIQUES
SUR LA SITUATION
FINANCIERE DE LA REGION
(Exercices 2003 à 2010)

SOMMAIRE

- Ratio 1 (loi ATR) - Dépenses réelles de fonctionnement par habitant
- Ratio 2 (loi ATR) - Produit des impositions directes par habitant
- Ratio 3 (loi ATR) - Recettes réelles de fonctionnement par habitant
- Ratio 4 (loi ATR) - Dépenses d'équipement brut par habitant
- Ratio 5 (loi ATR) - Encours de la dette par habitant
- Ratio 6 (loi ATR) - Dotation globale de fonctionnement par habitant
- Ratio 7 (loi ATR) - Dépenses de personnel sur dépenses réelles de fonctionnement
- Ratio 8 (loi ATR) - Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal
- Ratio 9 (loi ATR) - Dépenses réelles de fonctionnement + capital de dette sur recettes réelles de fonctionnement
- Ratio 10 (loi ATR) - Taux d'équipement brut
- Ratio 11 (loi ATR) - Encours de la dette sur recettes réelles de fonctionnement

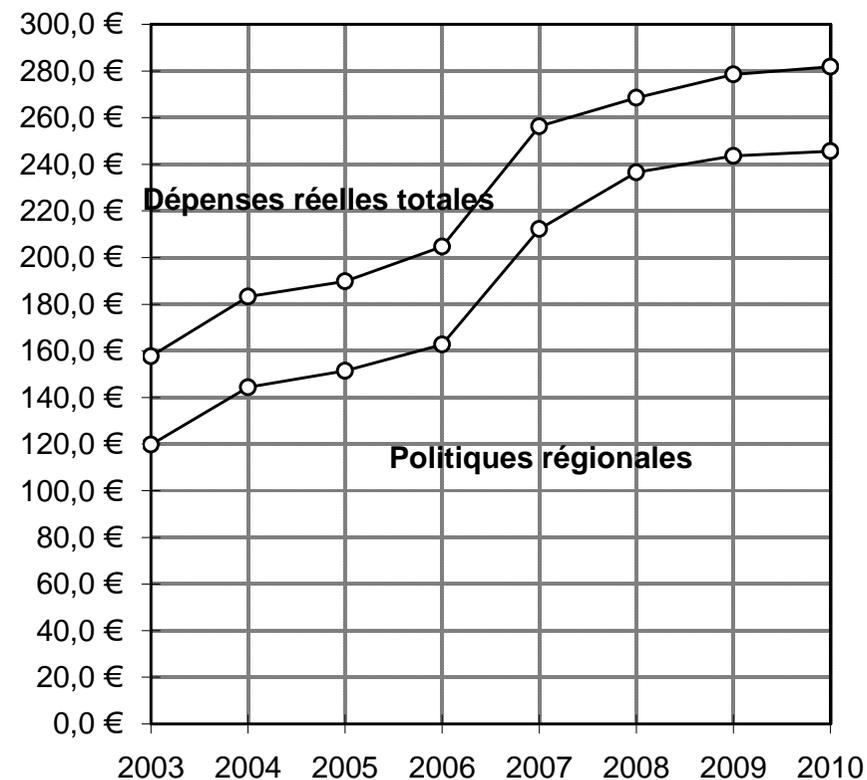
Ratios dont la production est rendue obligatoire par la Loi n° 92.125 du 06/02/92 relative à l'Administration Territoriale de la République

Dépenses réelles de fonctionnement par habitant

Source : Comptes Administratifs

	Dépenses réelles totales de fonctionnement	Montant par habitant
2003	630 079 097 €	157,7 €
2004	732 392 235 €	183,3 €
2005	758 452 338 €	189,8 €
2006	817 911 057 €	204,7 €
2007	1 024 089 939 €	256,2 €
2008	1 073 333 204 €	268,6 €
2009	1 138 808 839 €	278,5 €
2010	1 153 786 452 €	281,9 €

	Politiques régionales de fonctionnement	Montant par habitant
2003	478 749 632 €	119,8 €
2004	576 682 034 €	144,3 €
2005	605 324 670 €	151,5 €
2006	650 008 264 €	162,6 €
2007	848 042 138 €	212,2 €
2008	945 492 686 €	236,6 €
2009	996 114 839 €	243,6 €
2010	1 005 409 945 €	245,6 €



Population en 1999 : 3 996 588 hab.

Population en 2009 : 4 088 785 hab.

Population en 2010 : 4 093 568 hab.

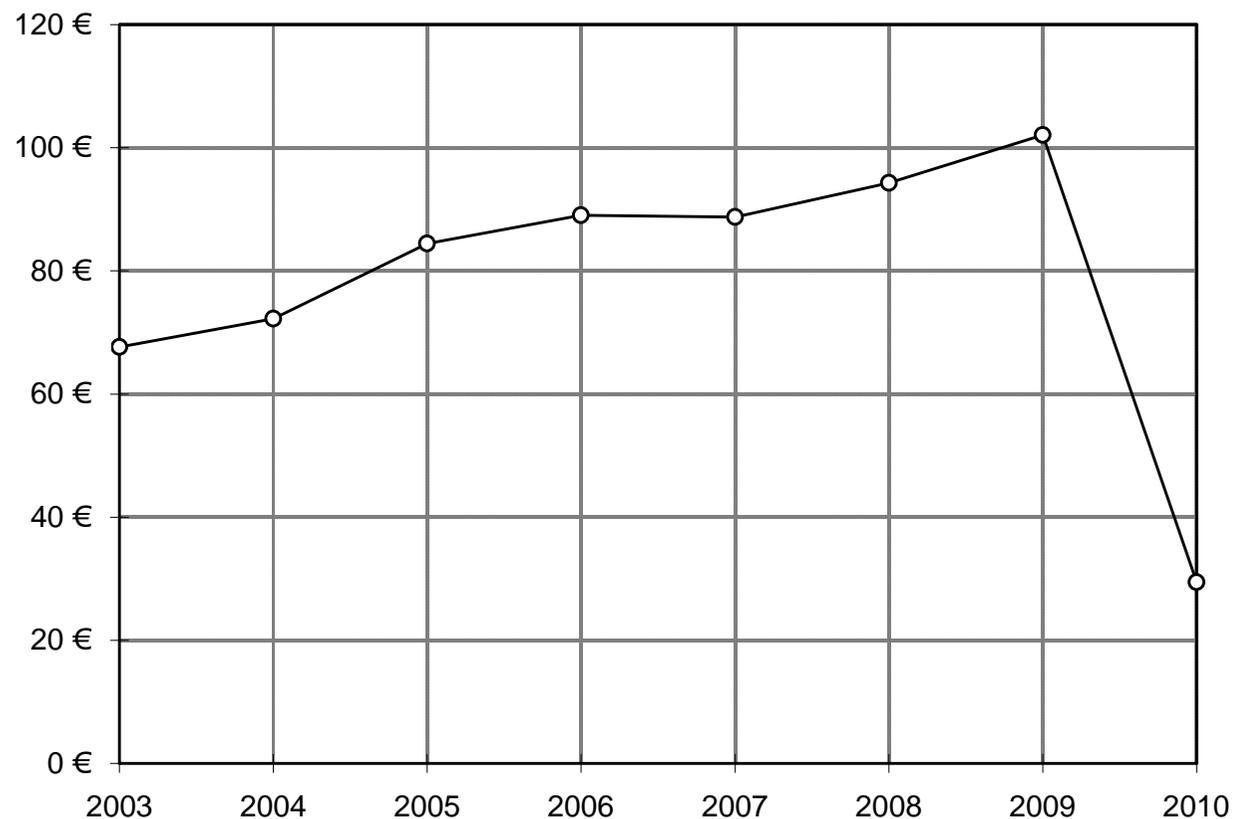
Produit des impositions directes* par habitant

Ratio N°2 : Loi ATR

Source : Comptes Administratifs

	Produit des taxes directes locales	Montant par habitant
2003	270 341 979 €	68 €
2004	288 787 720 €	72 €
2005	337 437 544 €	84 €
2006	355 879 431 €	89 €
2007	354 633 360 €	89 €
2008	376 804 626 €	94 €
2009	417 237 301 €	102 €
2010	120 365 812 €	29 €

Population en 1999 : 3 996 588 hab.
Population en 2009 : 4 088 785 hab.
Population en 2010 : 4 093 568 hab.



Les impositions directes comprennent le produit des trois impôts directs locaux. Sont exclus les versements de l'Etat venant en compensation des pertes liées aux exonérations et suppressions sur ces impôts.

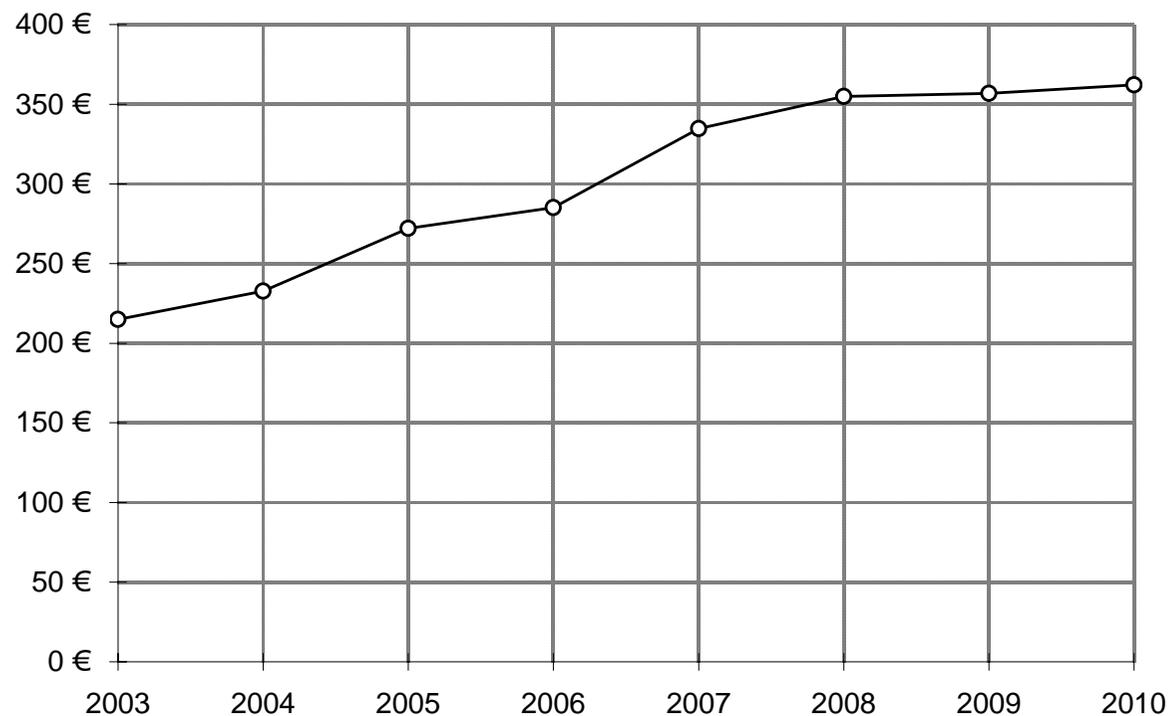
* Article 7311

Recettes réelles de fonctionnement par habitant

Source : Comptes Administratifs

	<i>Recettes réelles de fonctionnement</i>	<i>Montant par habitant</i>
2003	859 233 186 €	215 €
2004	929 934 542 €	233 €
2005	1 086 920 068 €	272 €
2006	1 139 676 255 €	285 €
2005	1 337 926 949 €	335 €
2008	1 418 117 135 €	355 €
2009	1 459 406 257 €	357 €
2010	1 482 813 293 €	362 €

Population en 1999 :	3 996 588 hab.
Population en 2009 :	4 088 785 hab.
Population en 2010 :	4 093 568 hab.



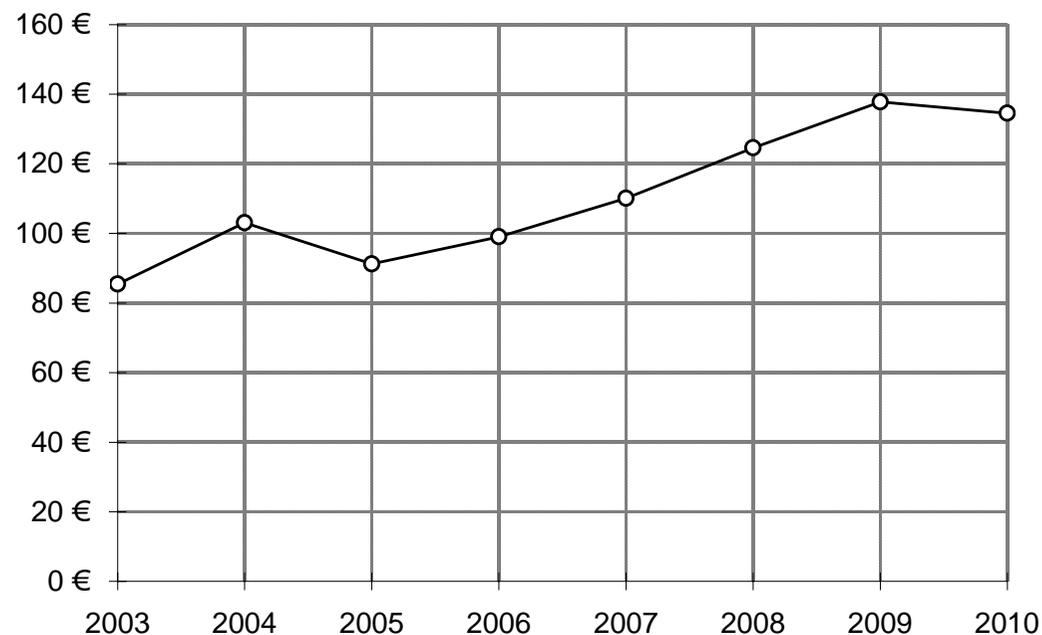
Les recettes réelles de fonctionnement s'entendent du total des recettes de fonctionnement après déduction de l'excédent reporté.

Dépenses d'équipement brut* par habitant

Source : Comptes Administratifs

	<i>Dépenses d'équipement brut</i>	<i>Montant par habitant</i>
2003	341 493 776 €	85,45 €
2004	411 964 508 €	103,08 €
2005	364 538 915 €	91,21 €
2006	395 942 631 €	99,07 €
2007	439 777 088 €	110,04 €
2008	497 752 563 €	124,54 €
2009	563 406 872 €	137,79 €
2010	550 580 384 €	134,50 €

Population en 1999 : 3 996 588 hab.
Population en 2009 : 4 088 785 hab.
Population en 2010 : 4 093 568 hab.



* comptes 204 + 21 + 23, dépenses réelles.

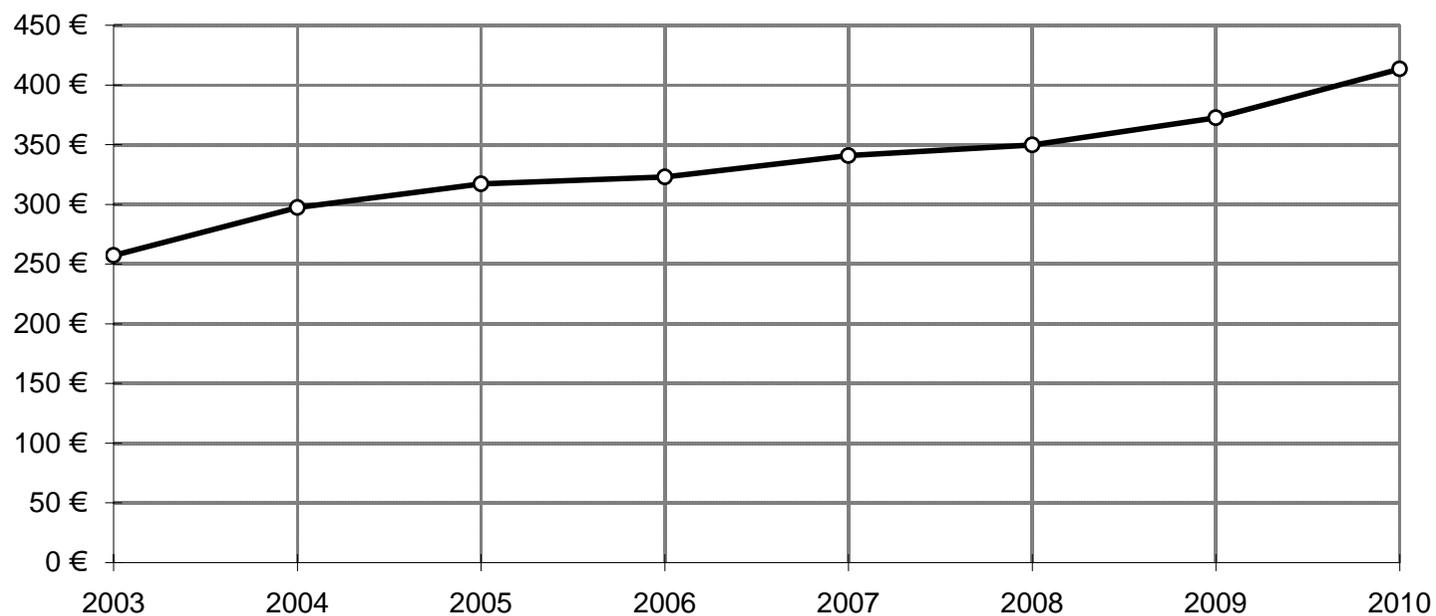
Les dépenses d'équipement brut comprennent les acquisitions de biens meubles et immeubles, les travaux en cours de réalisation, y compris les versements d'avances payées à des tiers au titre de la délégation de maîtrise d'ouvrage pour la rénovation ou la construction d'établissements scolaires ainsi que la construction du siège de Région, et les subventions d'équipement versées.

Encours de la dette par habitant

Au 31 décembre de chaque année

<i>Périodes</i>	<i>Encours de la dette</i>	<i>Montant par hab.</i>
2003	1 028 213 947 €	257 €
2004	1 188 698 434 €	297 €
2005	1 268 046 852 €	317 €
2006	1 291 106 537 €	323 €
2007	1 362 171 203 €	341 €
2008	1 397 820 168 €	350 €
2009	1 522 810 793 €	372 €
2010	1 692 677 784 €	413 €

L'encours de la dette correspond au cumul des emprunts à long terme (capital restant dû au 31 décembre de chaque année, y compris METP et ICADE à partir de 2005).



Population en 1999 : 3 996 588 hab.
Population en 2009 : 4 088 785 hab.
Population en 2010 : 4 093 568 hab.

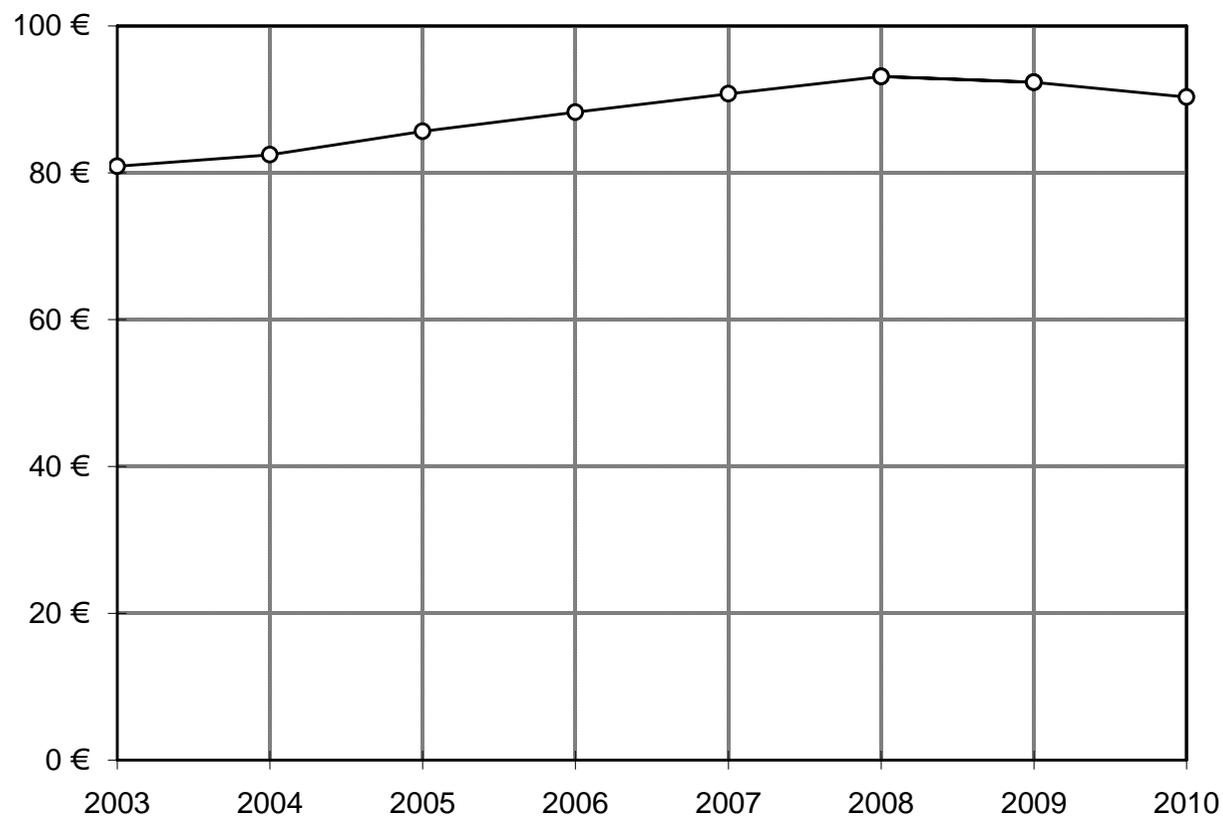
Dotation Globale de Fonctionnement par habitant

N.B. : La Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) n'existe pour les Régions que depuis 2004

Source : Comptes Administratifs

	<i>Dotation Globale de Fonctionnement</i>	<i>Montant par habitant</i>
2003	(*) 323 362 324 €	(*) 81 €
2004	329 590 000 €	82 €
2005	342 279 669 €	86 €
2006	352 801 392 €	88 €
2007	362 779 044 €	91 €
2008	372 171 103 €	93 €
2009	377 501 567 €	92 €
2010	369 751 220 €	90 €

Population en 1999 : 3 996 588 hab.
Population en 2009 : 4 088 785 hab.
Population en 2010 : 4 093 568 hab.

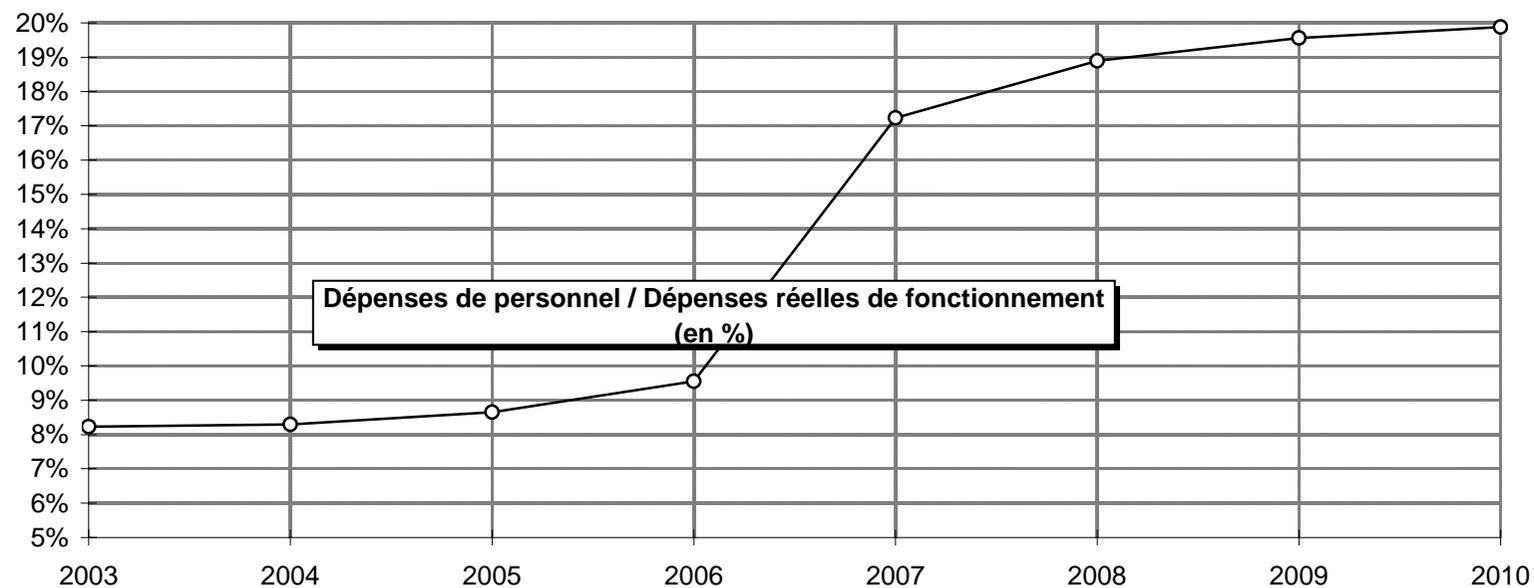


(*) Calcul obtenu par équivalence avec la part des anciennes dotations et compensations fiscales aujourd'hui intégrées dans la D.G.F.

Dépenses de personnel* sur dépenses réelles de fonctionnement

Source : Comptes Administratifs

Périodes	Dépenses de personnel*	Dépenses réelles de fonctionnement	Taux	Dépenses de fonctionnement des moyens	Taux
2003	51 875 402 €	630 079 097 €	8,23%	78 047 921 €	12,39%
2004	60 740 397 €	732 392 235 €	8,29%	94 552 522 €	12,91%
2005	65 646 927 €	758 452 338 €	8,66%	101 171 101 €	13,34%
2006	78 126 430 €	817 911 057 €	9,55%	118 391 156 €	14,47%
2007	176 452 336 €	1 024 089 939 €	17,23%	119 139 575 €	11,63%
2008	202 850 023 €	1 073 333 204 €	18,90%	127 840 518 €	11,91%
2009	222 794 954 €	1 138 808 839 €	19,56%	142 694 000 €	12,53%
2010	229 374 623 €	1 153 786 452 €	19,88%	148 376 507 €	12,86%



* Chapitre globalisé 012 à compter de 2006 (pour prise en compte des personnels TOS)

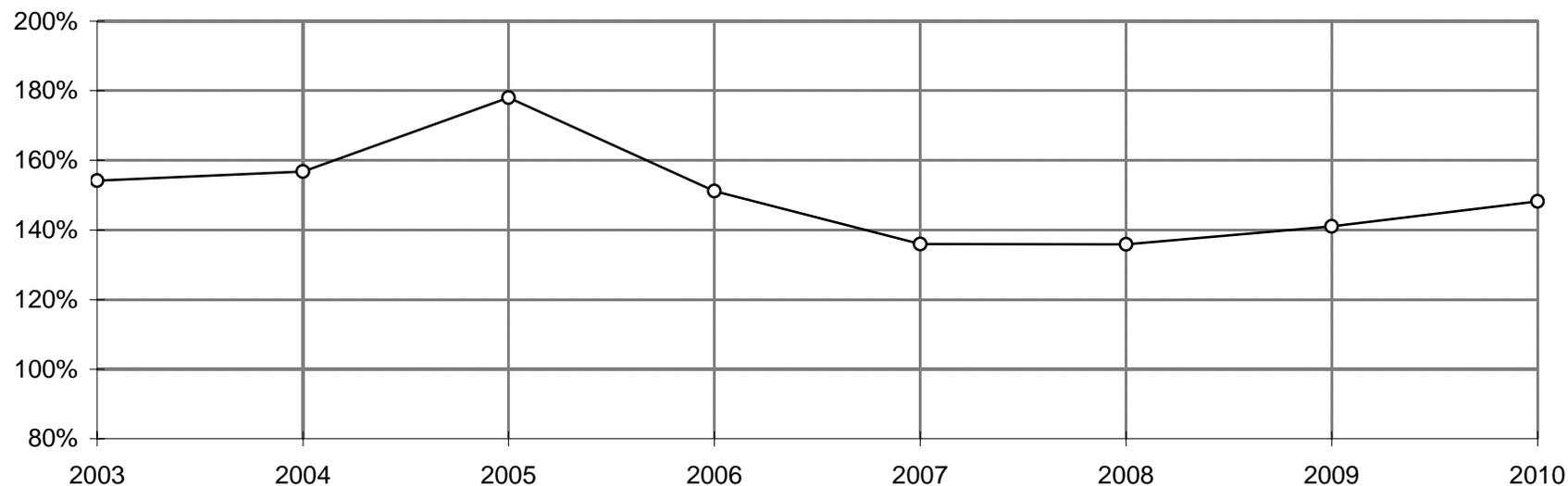
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal

Source : Comptes Administratifs

	Produit fiscal direct	Potentiel fiscal	<i>Potentiel fiscal par habitant</i>	Coefficient
2003	270 341 979 €	175 332 712 €	44 €	154,19%
2004	288 787 720 €	184 186 611 €	46 €	156,79%
2005	337 437 544 €	189 528 170 €	47 €	178,04%
2006	355 879 431 €	235 437 303 €	59 €	151,16%
2007	354 633 360 €	260 949 946 €	65 €	135,90%
2008	376 804 626 €	277 402 748 €	69 €	135,83%
2009	417 237 301 €	295 918 202 €	72 €	141,00%
2010	113 726 600 €	76 762 748 €	19 €	148,15%

Le potentiel fiscal représente la richesse fiscale "potentielle" de la collectivité. Il correspond aux recettes fiscales que percevrait la région si celle-ci appliquait, à ses bases d'imposition, non pas ses propres taux, mais la moyenne nationale des taux régionaux.

Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (ou pression fiscale) rapporte le produit effectivement perçu au potentiel fiscal.



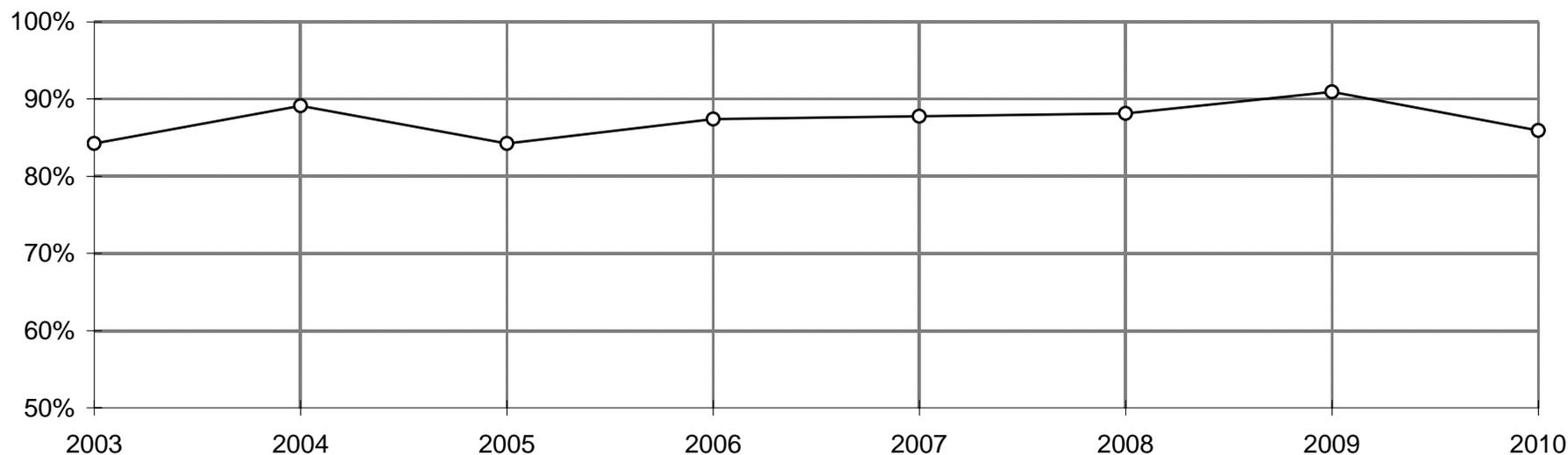
Population en 1999 :	3 996 588 hab.
Population en 2009 :	4 088 785 hab.
Population en 2010 :	4 093 568 hab.

Dépenses réelles de fonctionnement + remboursement annuel de la dette en capital sur recettes réelles de fonctionnement

Source : Comptes Administratifs

Périodes	Dépenses réelles de Fonctionnement	Capital dette (*)	Total
2003	630 079 097 €	93 804 658 €	723 883 755 €
2004	732 392 235 €	96 474 916 €	828 867 151 €
2005	758 452 338 €	157 357 852 €	915 810 191 €
2006	817 911 057 €	178 397 084 €	996 308 140 €
2007	1 024 089 939 €	150 214 519 €	1 174 304 458 €
2008	1 073 333 204 €	176 550 071 €	1 249 883 275 €
2009	1 138 808 839 €	188 592 767 €	1 327 401 606 €
2010	1 153 786 452 €	120 133 010 €	1 273 919 462 €

Recettes réelles de fonctionnement	Taux
859 233 186 €	84,25%
929 934 542 €	89,13%
1 086 920 068 €	84,26%
1 139 676 255 €	87,42%
1 337 926 949 €	87,77%
1 418 117 135 €	88,14%
1 459 406 257 €	90,95%
1 482 813 293 €	85,91%



(*) A partir de 2005 : Y compris METP et ICADE - Compte 16 en réel - 16449

Taux d'équipement

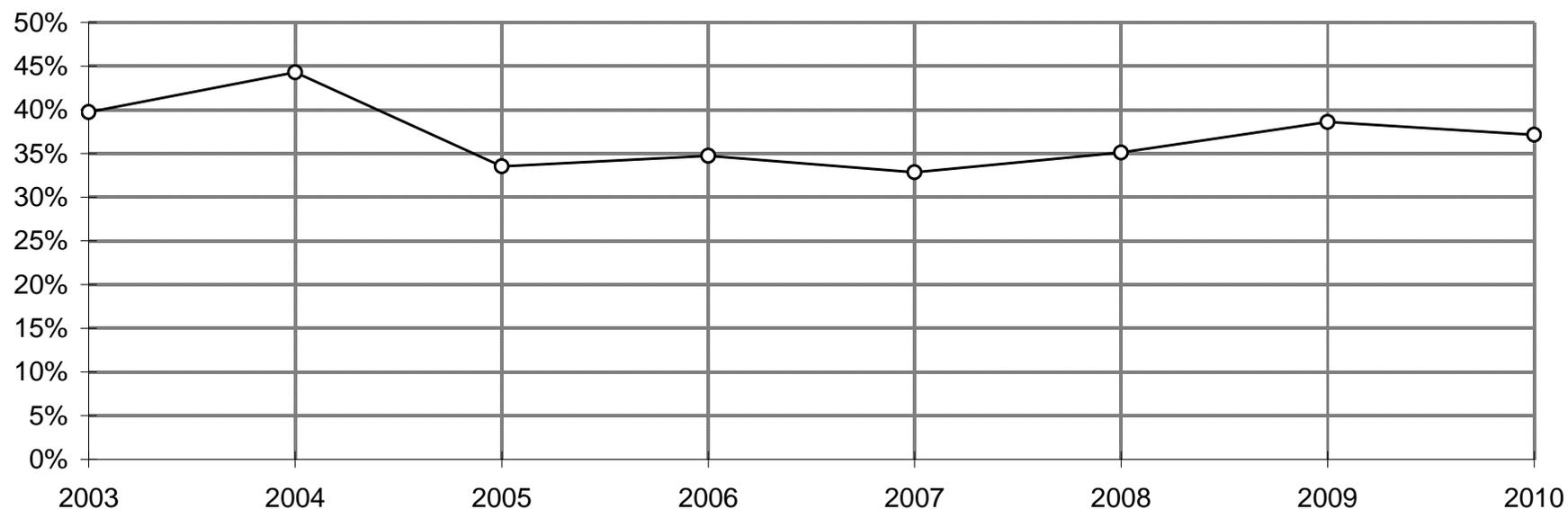
(Dépenses d'équipement brut sur recettes réelles de fonctionnement)

Source : Comptes Administratifs

Périodes	Dépenses d'équipement brut	Recettes réelles de fonctionnement	Taux
2003	341 493 776 €	859 233 186 €	39,74%
2004	411 964 508 €	929 934 542 €	44,30%
2005	364 538 915 €	1 086 920 068 €	33,54%
2006	395 942 631 €	1 139 676 255 €	34,74%
2007	439 777 088 €	1 337 926 949 €	32,87%
2008	497 752 563 €	1 418 117 135 €	35,10%
2009	563 406 872 €	1 459 406 257 €	38,61%
2010	550 580 384 €	1 482 813 293 €	37,13%

Les dépenses d'équipement brut comprennent les acquisitions de biens meubles et immeubles, les travaux en cours de réalisation, les avances payées à des tiers au titre de la délégation de maîtrise d'ouvrage pour la construction d'établissements scolaires et du siège de Région et les subventions d'équipement versées.

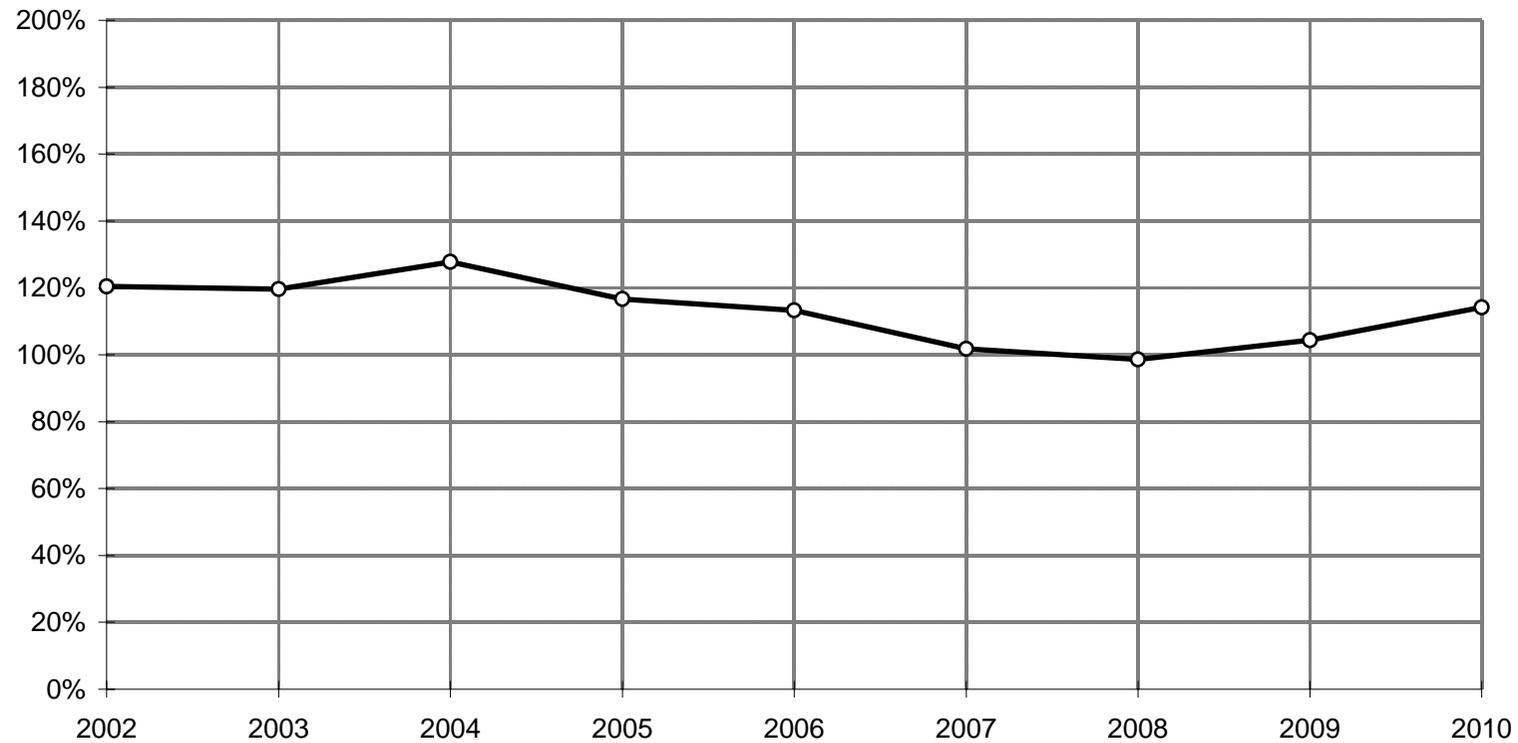
Le taux d'équipement est le rapport des dépenses d'équipement brut sur les recettes réelles de fonctionnement.



Encours de la dette sur recettes réelles de fonctionnement

Ratio N°11 : Loi ATR

Périodes	<i>Encours de la dette au 31/12 (*)</i>	<i>Recettes réelles de fonctionnement</i>	Taux
2002	972 542 290 €	807 640 423 €	120,42%
2003	1 028 213 947 €	859 233 186 €	119,67%
2004	1 188 698 434 €	929 934 542 €	127,83%
2005	1 268 046 852 €	1 086 920 068 €	116,66%
2006	1 291 106 537 €	1 139 676 255 €	113,29%
2007	1 362 171 203 €	1 337 926 949 €	101,81%
2008	1 397 820 168 €	1 418 117 135 €	98,57%
2009	1 522 810 793 €	1 459 406 257 €	104,34%
2010	1 692 677 784 €	1 482 813 293 €	114,15%



(*) A partir de 2005 : Y compris METP et ICADE

COMPTE ADMINISTRATIF POUR 2010

BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE

Bilan de la gestion pluriannuelle de la Région Nord-Pas-de-Calais

La M71, instruction applicable aux régions depuis le 1^{er} janvier 2005, prévoit une présentation d'un bilan de la gestion pluriannuelle de la région par le président du conseil régional à l'occasion du vote du compte administratif.

Ce bilan s'appuie sur une présentation de l'annexe du compte administratif sur la gestion pluriannuelle et du ratio de couverture des engagements pluriannuels.

1 - Les principales données relatives à la gestion pluriannuelle. (*Hors Subvention Globale*)

Le Conseil Régional a voté **769,05 M€** d'AP et **364,30 M€** d' AE en 2010.

Ces AP et AE sont ensuite affectées à des opérations par le biais de délibérations du conseil régional ou de la commission permanente.

Il a ainsi été affecté au cours de l'exercice 2010 un montant de **592,59 M€** en AP et de **353,73 M€** en AE.

Les AP et AE votées non affectées dans l'année deviennent caduques et sont annulées conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier.

Les AP et AE votées en 2010 annulées en fin d'exercice s'élèvent donc respectivement à **176,46 M€** et **10,58 M€**

L'instruction comptable M71 a institué un ratio permettant de déterminer en nombre d'années, le rythme de couverture des AP et des AE affectées à des opérations par les CP annuels.

Ce ratio traduit par conséquent une capacité de couverture des engagements pluriannuels de la Région.

Il s'élève pour 2010 en AP à **2 années et demi** (2,50) et en AE à **un peu plus de 11 mois** (0,94).

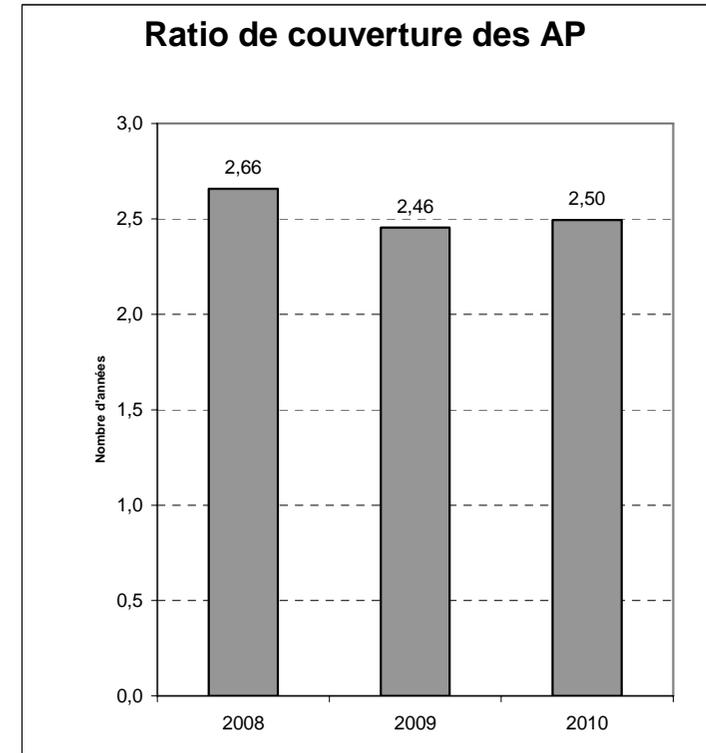
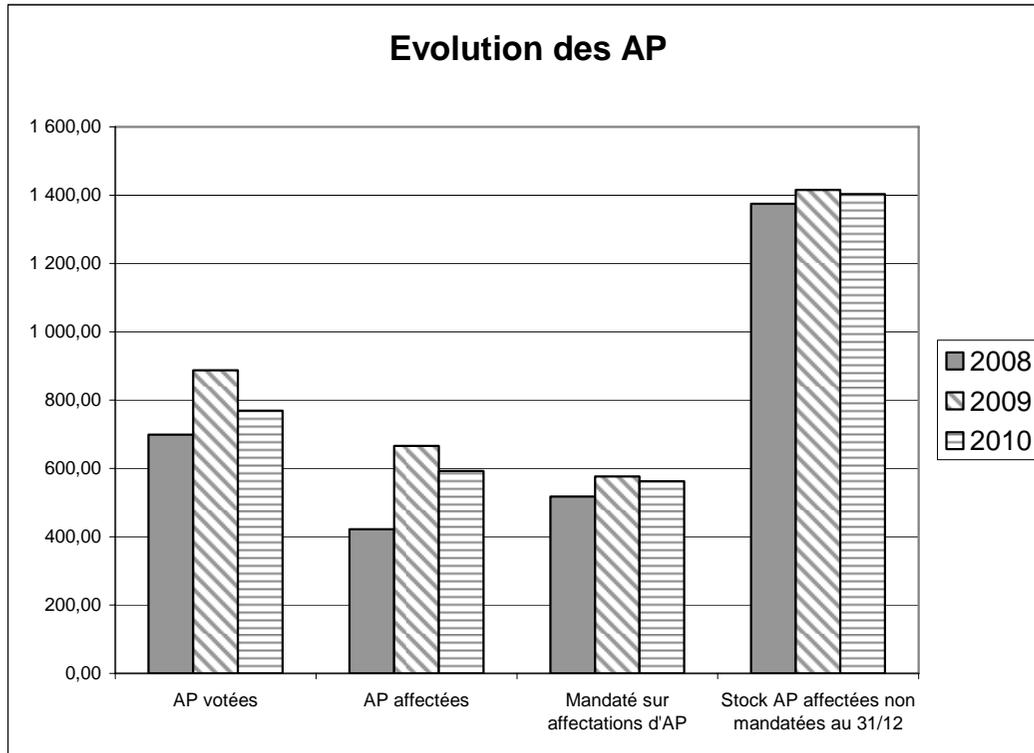
En annexe du compte administratif, deux états relatifs à la gestion pluriannuelle sont produits : Ils reprennent pour les AP et les AE, les programmes votés avant 2010 puis ceux de 2010.

Quant aux tableaux qui suivent, ils en sont une synthèse par grande activité. Les éléments suivants sont repris :

- 1 – Le reste à mandater au 1^{er} janvier 2010 sur des AP/AE affectées au cours des exercices antérieurs.
- 2 – Les AP/AE votées au cours de l'exercice 2010.
- 3 – Les AP/AE affectées (et désaffectées) au cours de l'exercice 2010.
- 4 – Les mandatements 2010 sur affectations 2010 et antérieures.
- 5 – Le stock d'AP/AE affectées non mandatées au 31 décembre 2010.
- 6 – Le ratio de couverture des engagements pluriannuels.

Situation des Autorisations de programme

Autorisations de programme	2008	2009	2010	
AP votées	698,59	887,22	769,05	en M€
AP affectées	421,75	666,14	592,59	en M€
Mandaté sur affectations d'AP	517,23	576,56	562,47	en M€
Stock AP affectées non mandatées au 31/12	1 374,47	1 415,50	1 403,38	en M€
Ratio de couverture des AP	2,66	2,46	2,50	En années



Commentaire :

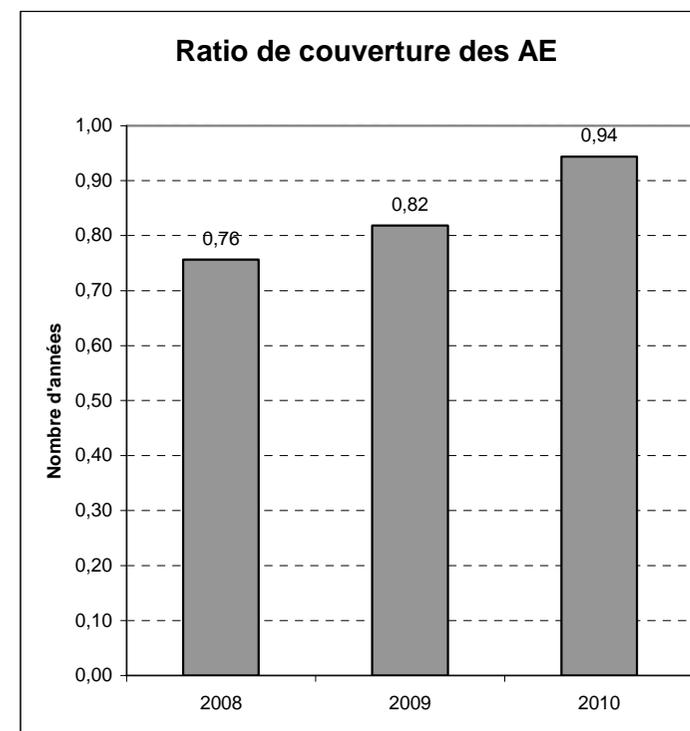
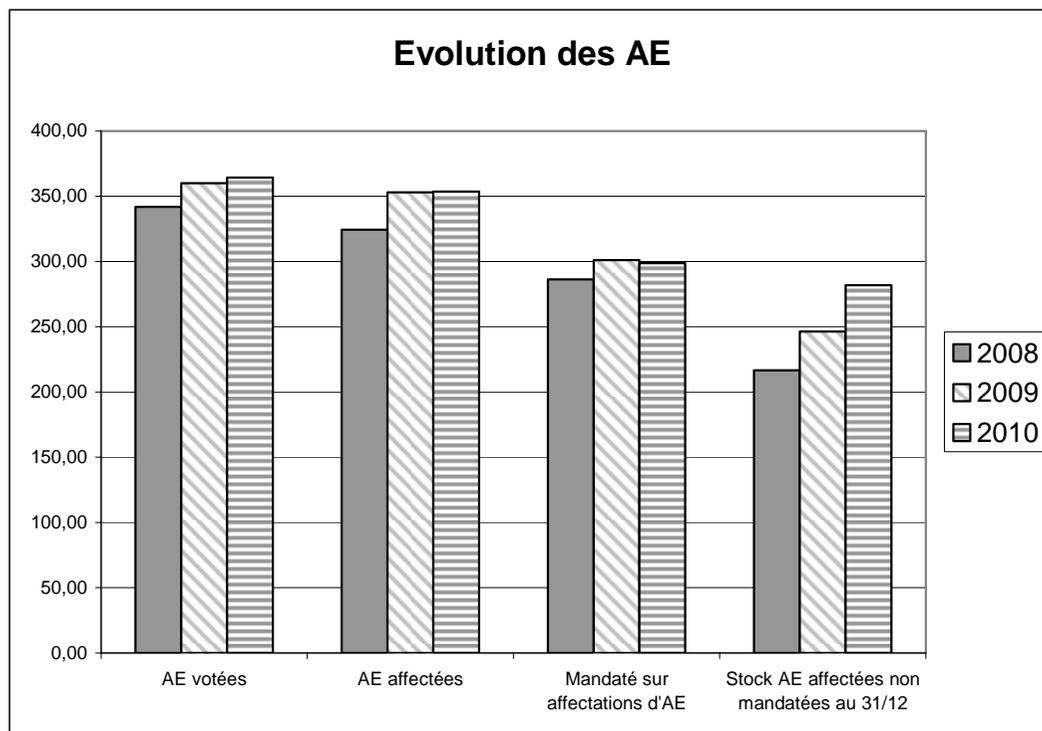
Le stock d'AP affectées non mandatées a légèrement diminué entre le 31 décembre 2009 et 2010 de 12,12M€ soit 0,9%. Dans le même temps, le ratio de couverture des AP a augmenté de 0,4 années soit une augmentation de trois mois en raison d'une légère diminution des paiements.

Commentaire :

Le ratio de couverture des AP s'élève au 31 décembre 2010 à 2,46 années. C'est le nombre d'années théoriques pour apurer le stock d'AP au 31 décembre 2010 en considérant qu'il n'y aura plus de nouvelles affectations et que le rythme de mandatement se stabilisera à celui de 2010.

Situation des Autorisations d'engagement

Autorisations d'engagement	2008	2009	2010	
AE votées	341,89	360,10	364,30	en M€
AE affectées	324,34	353,07	353,73	en M€
Mandaté sur affectations d'AE	286,41	300,96	298,62	en M€
Stock AE affectées non mandatées au 31/12	216,69	246,39	281,86	en M€
Ratio de couverture des AE	0,76	0,82	0,94	En années



Commentaire :

Le stock d'AE affectées non mandatées a augmenté, entre le 31 décembre 2009 et 2010, de 35,5M€. Cette augmentation résulte encore en 2010 pour 33 M€ du décalage des paiements des actions de la Formation Professionnelle en raison des modifications de procédures liées au Code des Marchés Publics.

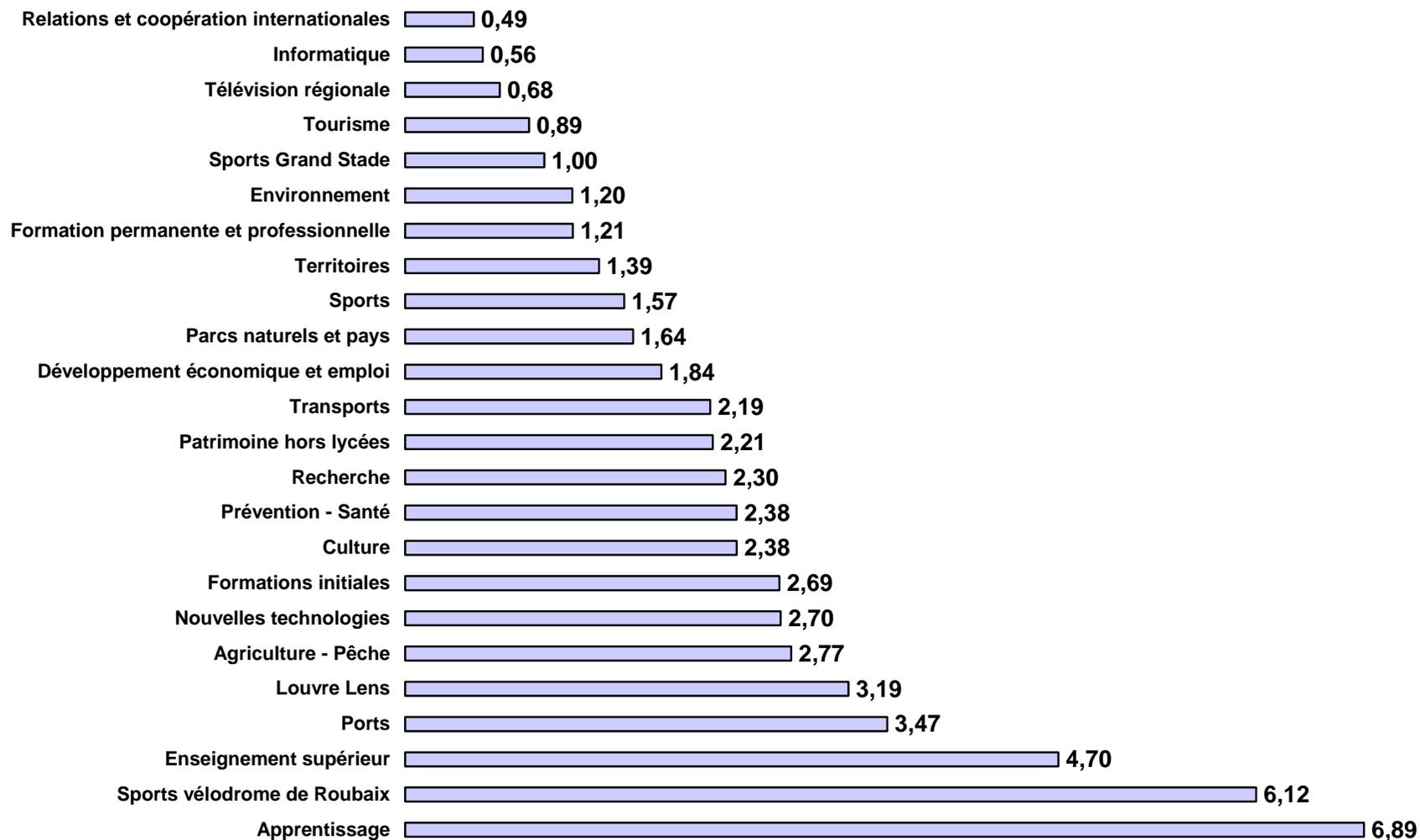
Commentaire :

Le ratio de couverture des AE est en augmentation mais reste toujours inférieur à une année.

2 - Les Autorisations de Programme (AP)

Dépenses pluriannuelles	AP affectées non mandatées au 31/12/2009 (1)	Désaffectation en 2010 sur AP affectées non mandatées au 31/12/2009 (2)	AP affectées non mandatées au 31/12/2009 (1) - (2)	AP votées en 2010	AP affectées ou désaffectées en 2010	Mandaté 2010 sur affectations 2010 et antérieures	AP Affectées non mandatées au 31/12/2010	Ratio de couverture des AP
Politiques régionales	1 366 370 888,96	36 339 452,92	1 370 299 444,41	754 003 715,20	585 451 012,46	556 449 170,89	1 399 301 285,98	2,51
Relations et coopération internationales	102 002,49	15 323,06	86 679,43	350 000,00	213 326,20	200 979,40	99 026,23	0,49
Partenariats associatifs			0,00					
Culture	11 073 149,86	600 099,52	10 473 050,34	9 964 617,50	9 144 607,90	5 797 536,74	13 820 121,50	2,38
Louvre Lens	106 074 706,97	27 268,80	106 047 438,17	0,00	0,00	25 330 258,92	80 717 179,25	3,19
Développement économique et emploi	46 615 104,04	6 691 352,53	39 923 751,51	28 720 245,00	28 622 128,67	24 115 622,48	44 430 257,70	1,84
Nouvelles technologies	6 199 435,68	213 660,72	5 985 774,96	2 450 000,00	1 840 222,64	2 115 581,58	5 710 416,02	2,70
Formation permanente et professionnelle	2 214 355,39	21 907,48	2 192 447,91	2 000 000,00	1 881 653,40	1 847 562,79	2 226 538,52	1,21
Enseignement supérieur	27 595 064,55	60 693,15	27 534 371,40	4 500 000,00	4 220 000,00	5 574 696,71	26 179 674,69	4,70
Relogement IEP Lille	414 000,00		414 000,00	16 086 000,00	16 086 000,00	190 558,48	16 309 441,52	NS
Learning Center Vaucelles	398 174,10		398 174,10	3 600 000,00	3 600 000,00	0,00	3 998 174,10	NS
Recherche	20 803 093,59	213 810,10	20 589 283,49	6 462 255,00	2 319 193,00	6 937 628,72	15 970 847,77	2,30
Recherche maison des chercheurs	11 888 753,45		11 888 753,45	0,00	0,00	282 898,63	11 605 854,82	NS
Recherche EGIDE	300 000,00		300 000,00	17 700 000,00	17 700 000,00	181 820,27	17 818 179,73	NS
Transports	327 086 599,06	1 824 247,59	325 262 351,47	229 323 000,00	215 278 855,96	169 310 141,32	371 231 066,11	2,19
Ports	53 296 814,49	509 469,67	52 787 344,82	34 732 000,00	26 568 400,00	17 771 145,03	61 584 599,79	3,47
Tourisme	1 469 855,40	6 300,64	1 463 554,76	300 000,00	234 220,00	898 075,96	799 698,80	0,89
Environnement	18 998 164,75	510 700,52	18 487 464,23	18 130 783,00	17 212 269,10	16 218 536,07	19 481 197,26	1,20
Territoires	62 327 524,81	897 914,15	61 429 610,66	140 320 049,00	52 859 002,53	47 751 751,77	66 536 861,42	1,39
Parcs naturels et pays	3 286 926,80	59 892,14	3 227 034,66	4 730 762,50	1 671 533,00	1 856 707,74	3 041 859,92	1,64
Agriculture - Pêche	10 669 920,01	881 074,80	9 788 845,21	9 451 337,00	9 331 061,42	5 065 205,76	14 054 700,87	2,77
Formations initiales	532 355 375,81	22 137 030,07	510 218 345,74	150 082 666,20	118 961 564,61	170 530 404,75	458 649 505,60	2,69
Sports	16 016 446,66	143 852,84	15 872 593,82	21 300 000,00	11 963 979,40	10 811 082,11	17 025 491,11	1,57
Sports vélodrome de Roubaix	18 908 706,40		18 908 706,40	5 000 000,00	5 000 000,00	3 358 950,91	20 549 755,49	6,12
Sports Grand Stade	30 000 000,00		30 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	15 000 000,00	1,00
Prévention - Santé	25 599 001,48	1 399 302,23	24 199 699,25	16 600 000,00	16 534 551,90	12 040 628,61	28 693 622,54	2,38
Apprentissage	67 709 067,88	125 552,91	67 583 514,97	29 700 000,00	24 208 442,73	11 630 624,12	80 161 333,58	6,89
Patrimoine hors lycées	5 236 653,66		5 236 653,66	2 500 000,00	0,00	1 630 772,02	3 605 881,64	2,21
Administration générale	8 100 168,82	5 894 804,64	2 965 522,18	15 043 760,00	7 137 379,28	6 022 683,10	4 080 218,36	0,68
Plan, évaluation et prospective	15 527,25	3 783,67	11 743,58	30 000,00	0,00	11 743,58	0,00	0,00
Siège de région	521 227,31	108 000,00	413 227,31	0,00	0,00	0,00	413 227,31	NS
Informatique	7 229 070,52	4 688 519,23	2 540 551,29	4 550 000,00	2 830 037,54	3 447 557,78	1 923 031,05	0,56
Télévision régionale	1 094 501,74	1 094 501,74	0,00	10 463 760,00	4 307 341,74	2 563 381,74	1 743 960,00	0,68
TOTAL GENERAL	1 374 471 057,78	42 234 257,56	1 373 264 966,59	769 047 475,20	592 588 391,74	562 471 853,99	1 403 381 504,34	2,50

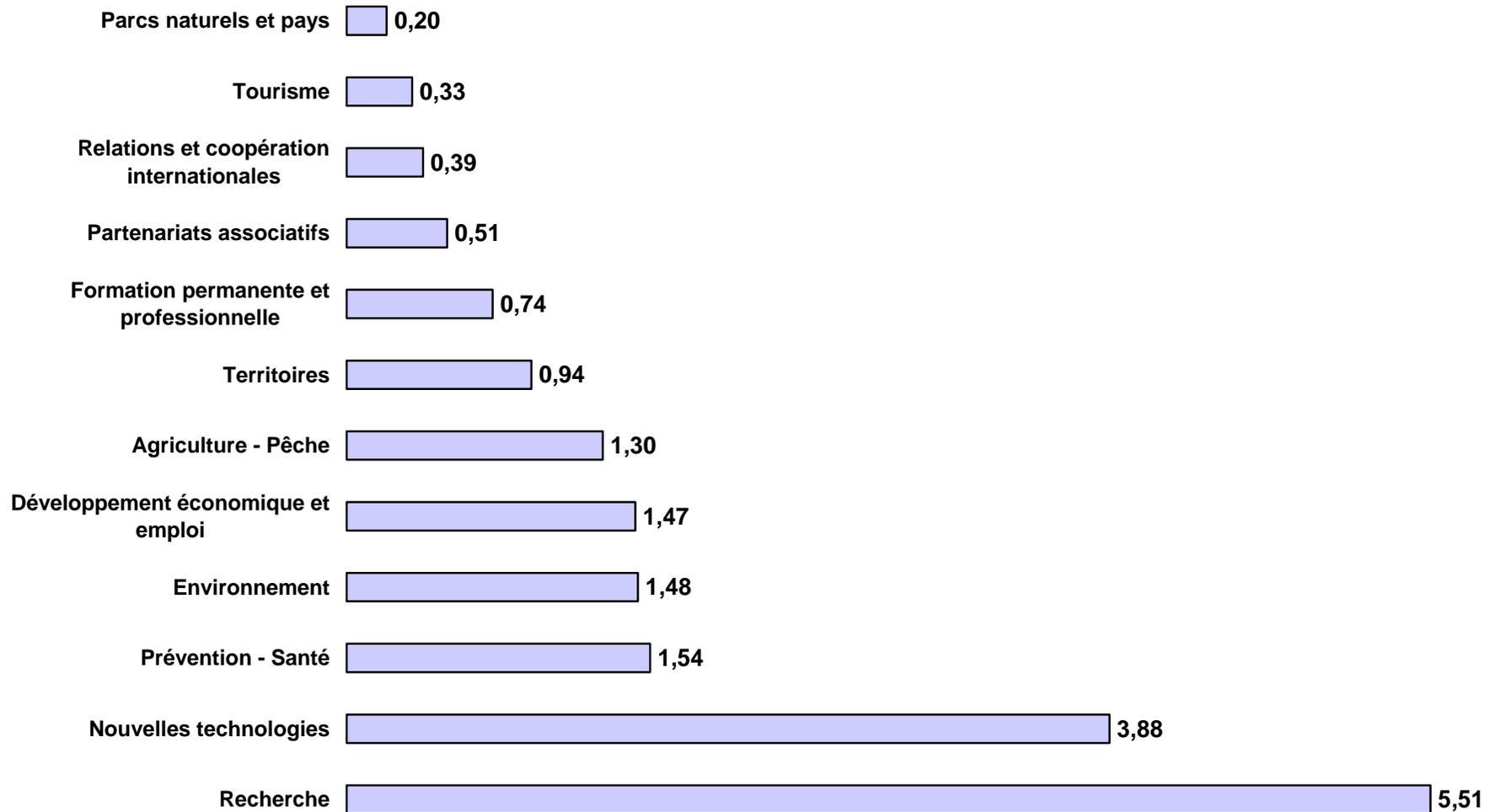
RATIO DE COUVERTURE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME



3 - Les Autorisations d'Engagement (AE)

Dépenses pluriannuelles	AE affectées non mandatées au 31/12/2009 (1)	Désaffectations en 2010 sur AE affectées non mandatées au 31/12/2009 (2)	AE affectées non mandatées au 31/12/2009 =(1)-(2)	AE votées en 2010	AE affectées en 2010	Mandaté 2010 sur affectations 2010 et antérieures	AE Affectées non mandatées au 31/12/2010	Ratio de couverture des AE
Politiques régionales	246 391 581,03	19 640 301,71	226 751 279,32	364 304 990,97	353 727 156,19	298 618 854,67	281 859 580,84	0,94
Relations et coopération internationales	1 569 052,15	159 765,34	1 409 286,81	4 223 830,27	3 602 320,18	3 609 110,78	1 402 496,21	0,39
Partenariats associatifs	4 054 159,85	502 532,58	3 551 627,27	9 383 909,35	8 500 167,91	7 976 112,07	4 075 683,11	0,51
Développement économique et emploi	35 276 155,23	3 954 951,51	31 321 203,72	38 668 297,67	38 467 557,71	28 270 885,47	41 517 875,96	1,47
Nouvelles technologies	7 125 802,94	732 668,38	6 393 134,56	3 850 000,00	3 829 930,33	2 094 577,05	8 128 487,84	3,88
Formation permanente et professionnelle	136 625 610,29	10 676 575,77	125 949 034,52	247 741 299,00	247 198 544,10	214 165 259,85	158 982 318,77	0,74
Recherche	31 084 891,35	1 290 746,00	29 794 145,35	12 187 642,00	8 455 565,04	5 872 314,58	32 377 395,81	5,51
Tourisme	1 462 578,14	106 585,00	1 355 993,14	5 001 000,00	4 860 219,00	4 663 839,34	1 552 372,80	0,33
Environnement	12 946 011,25	846 071,10	12 099 940,15	13 412 014,00	11 502 559,03	9 510 428,47	14 092 070,71	1,48
Territoires	2 497 933,20	22 026,63	2 475 906,57	3 611 798,00	2 850 082,63	2 746 142,50	2 579 846,70	0,94
Parcs naturels et pays	1 897 886,39	482 875,32	1 415 011,07	10 113 849,99	9 456 593,74	9 036 180,59	1 835 424,22	0,20
Agriculture - Pêche	4 128 002,05	287 844,42	3 840 157,63	7 261 350,69	7 257 013,75	4 819 880,10	6 277 291,28	1,30
Prévention - Santé	7 723 498,19	577 659,66	7 145 838,53	8 850 000,00	7 746 602,77	5 854 123,87	9 038 317,43	1,54
Administration générale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	246 391 581,03	19 640 301,71	226 751 279,32	364 304 990,97	353 727 156,19	298 618 854,67	281 859 580,84	0,94

RATIO DE COUVERTURE DES AUTORISATIONS D'ENGAGER



Service reprographie du Conseil Régional